

## LE REFUS DES SIMPLIFICATIONS

L'image de l'Allemagne dans trois ?uvres de Jean Jaurès : Hegel (1892), La Guerre franco-allemande (1908) et L'Armée nouvelle (1911)

**Éric Guillet**

**Société d'études jaurésiennes | Cahiers Jaurès**

**2006/1 - N° 179**  
**pages 33 à 80**

**ISSN 1268-5399**

Article disponible en ligne à l'adresse:

-----  
<http://www.cairn.info/revue-cahiers-jaures-2006-1-page-33.htm>  
-----

Pour citer cet article :

-----  
Guillet Éric, « Le refus des simplifications » L'image de l'Allemagne dans trois ?uvres de Jean Jaurès : Hegel (1892), La Guerre franco-allemande (1908) et L'Armée nouvelle (1911),  
*Cahiers Jaurès*, 2006/1 N° 179, p. 33-80.  
-----

Distribution électronique Cairn.info pour Société d'études jaurésiennes.

© Société d'études jaurésiennes. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Cet article est disponible en ligne à l'adresse :

[http://www.cairn.info/article.php?ID\\_REVUE=CJ&ID\\_NUMPUBLIE=CJ\\_179&ID\\_ARTICLE=CJ\\_179\\_0033](http://www.cairn.info/article.php?ID_REVUE=CJ&ID_NUMPUBLIE=CJ_179&ID_ARTICLE=CJ_179_0033)

---

## Le refus des simplifications

Par **Éric Guillet**

| Société d'études jaurésiennes | *Cahiers Jaurès*

**2006/1 - N° 179**

ISSN 1268-5399 | pages 33 à 80

---

Pour citer cet article :

– *Cahiers Jaurès* 2006/1, N° 179, p. 33-80.

---

Distribution électronique Cairn pour Société d'études jaurésiennes.

© Société d'études jaurésiennes. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Éric Guillet

## Le refus des simplifications

L'image de l'Allemagne dans trois œuvres de Jean Jaurès :  
*Hegel* (1892), *La Guerre franco-allemande* (1908)  
et *L'Armée nouvelle* (1911)

*Aux Carmausins*  
*Mado et André Jalby*  
*ce témoignage indirect de mon affection*

L'idée de cet article a son origine à Carmaux, au parc Jean Jaurès. Combien de promenades ai-je pu faire dans ce charmant petit jardin à forte déclivité ? Combien de fois ai-je pu, dans sa partie haute, contempler le petit buste de Jean Jaurès érigé en honneur au célèbre député carmausin ? Cette représentation double discrètement la grande statue toute blanche qui se dresse sur la place Jean Jaurès, au centre de la ville, et qui représente de façon pathétique un Jaurès haranguant des auditeurs envoûtés. Ici, dans le parc Jean Jaurès qui somnole à l'écart des grands axes, Jaurès retrouve sous les grands arbres un peu de cette nature qu'il aimait et connaissait. Parmi le bruissement des frondaisons et les cris des quelques enfants jouant à proximité, son effigie semble fixer l'imposant monument aux morts qui lui fait face. Parmi les monuments français de ce genre, élevés après la guerre de 1914-1918, sans doute l'un des rares dédiés à la paix : PAX s'étale en majuscules sur une haute colonne.

Jaurès avait toujours été pour moi, longtemps avant que je connaisse Carmaux, l'un des rares Européens à avoir en 1914 résisté au torrent de nationalisme qui emporta le monde vers la guerre. Jusqu'à

son assassinat le 31 juillet de cette même année, il avait cru pouvoir inverser la tendance et œuvré inlassablement dans ce sens. Il avait refusé une certaine conception fermée de la nation en faveur d'un patriotisme français ouvert à tous les autres patriotismes, au patriotisme allemand en particulier.

Mais c'est seulement en août 2003, lors d'une de mes promenades sous les feuillages du parc Jean Jaurès affreusement desséchés par la canicule, que j'ai senti le besoin de me pencher d'un peu plus près sur l'œuvre de cet homme exceptionnel. C'est ainsi que, étant germaniste, j'ai décidé d'approfondir l'image que Jaurès a donné de l'Allemagne dans trois de ses écrits.

### La notion fondamentale d'unité de l'être

Dans son récent article sur Jaurès et l'Allemagne <sup>1</sup>, Madeleine Rebérioux, la regrettée spécialiste de Jaurès, aborde le problème sous trois angles, épousant ainsi l'approche triple de l'historiographie française :

– L'angle de la politique étrangère, c'est-à-dire du combat incessant de Jaurès pour un rapprochement franco-allemand, particulièrement à partir de 1905. Perspective ancienne centrée sur le militant Jaurès.

– L'angle des différences de culture politique entre, d'une part, le socialisme français d'un Jaurès attaché à la démocratie et, d'autre part, le socialisme allemand se développant (plus dynamiquement qu'en France) dans un nouvel « Empire » incomplètement démocratique et qui avait globalement du mal à adopter les « mœurs » démocratiques. Perspective également ancienne et également centrée sur le militant Jaurès.

– L'angle enfin des rapports de Jaurès à la philosophie allemande. Perspective évidemment centrée sur Jaurès agrégé de philosophie et docteur en philosophie.

L'attention se porte donc habituellement soit plutôt sur le militant socialiste, soit plutôt sur le philosophe. Mais j'aimerais considérer ici la question des relations de Jaurès aux réalités allemandes d'un point de vue qui permette d'appréhender Jaurès à la fois comme militant socialiste et comme philosophe. Un tel point de vue englobant apparaît :

1. Madeleine Rebérioux: *Jaurès et l'Allemagne*. In: *Chroniques allemandes n°9.1900-2000. Cents ans de regards français sur l'Allemagne*. 2001-2002: CERAAC. Université Stendhal - Grenoble 3.

– si on choisit de prendre, comme je me propose de le faire, un corpus concret de trois œuvres dont l'Allemagne constitue le thème central et où s'exprime *tout* Jaurès: le militant socialiste, le philosophe et l'historien. Ces trois œuvres sont: *Des premiers linéaments du socialisme allemand chez Luther, Kant et Hegel*, thèse secondaire de doctorat de Jaurès écrite en latin selon l'usage universitaire du temps<sup>2</sup>, *La Guerre franco-allemande*<sup>3</sup> et *L'Armée nouvelle*<sup>4</sup>.

– si on se place du point de vue du concept fondamental de la pensée jaurésienne, celui de *l'unité de l'être*, pour reprendre le titre de la monographie qu'André Robinet a consacrée il y a quarante ans au philosophe Jaurès<sup>5</sup>.

Ce concept est en effet la clé pour comprendre Jaurès en profondeur. Lui seul permet d'ouvrir la perspective qui convienne sur le militant et l'écrivain. C'est lui le pivot de la thèse principale soutenue par Jaurès en 1891 et intitulée *De la réalité du monde sensible*<sup>6</sup> où il pose les bases philosophiques, plus précisément métaphysiques, de son action politique. La philosophie de Jaurès, longtemps négligée, a été redécouverte par Annick Wajngart, Jordi Blanc, Jean-Marc Gabaude, Bruno Antonini et d'autres. Elle est en effet à la racine de son attitude politique, comme l'écrivait déjà André Robinet : « De Rappoport aux plus récents critiques de l'œuvre de Jean Jaurès, on proclame qu'on ne saurait comprendre la portée de l'action politique de Jaurès sans avoir pénétré le sens profond de la métaphysique qu'expose la thèse principale<sup>7</sup>. »

Que transmet la thèse principale? Que toutes les choses et tous les êtres sont liés les uns aux autres. Unité, homogénéité, continuité,

2. Titre original, *De primis socialismi germanici lineamentis apud Luther, Kant et Hegel*. Traduction d'Adrien Weber de 1902 : *Des origines du socialisme allemand chez Luther, Kant et Hegel*. Traduction revue par Annick Wajngart-Taburet dans *Œuvres* de Jean Jaurès. Tome 3, *Philosopher à trente ans*, Fayard, 2000. Sigle: DPSGL dans la suite de l'article.

3. L'œuvre fait partie de l'imposante *Histoire socialiste* (1789-1900) dont Jaurès a écrit les chapitres inauguraux sur la Révolution française et La Guerre franco-allemande 1870-1871, tome cinq de *Histoire socialiste* (1789-1900) sous la direction de Jean Jaurès, J. Rouff, s.d. *La Guerre franco-allemande 1870-1871* a été rééditée en 1971 par les éditions Flammarion avec une postface de Madeleine Rebérioux. Sigle: GFA dans la suite de l'article.

4. Réédité en 1992 avec une présentation de Jean-Noël Jeanneney par Imprimerie Nationale Éditions (deux tomes).

5. André Robinet, *Jaurès et l'unité de l'être*, Seghers, 1964, « Philosophes de tous les temps ».

6. *De la Réalité du monde sensible* in *Œuvres* de Jean Jaurès. Tome 3, *op. cit.* (note 2)

7. André Robinet, *op. cit.* (note 5), p. 9.

communication, ce sont les termes utilisés par Jaurès pour cerner l'essence du monde qui n'est pas, selon lui, concentrée principalement dans les ruptures brusques, les catastrophes, les révolutions, mais dans les constantes, la vie quotidienne, les évolutions. Même si de nouveaux centres apparemment plus ou moins autonomes apparaissent sans cesse et focalisent plus ou moins longtemps l'attention, ils sont toujours reliés au reste. Une continuité foncière réunit *toutes* les formes, les formes « supérieures » et les formes « inférieures », le monde intérieur (entendement, raison, sentiment...) et le monde extérieur, les forces physiques et les forces psychiques : « [...] par l'homogénéité et la continuité de l'étendue et de l'être, une communication incessante est possible entre toutes les parties : précisément parce qu'aucune partie de l'étendue et de l'être n'est essentiellement et définitivement un centre, parce que tous les points peuvent le devenir, un effort incessant est possible vers une unité vivante, toujours plus compréhensive et souple : de là le mouvement<sup>8</sup>. »

Les choses du monde sont donc à la fois distinctes et inséparables les unes des autres. Pour appréhender ce paradoxe de toute chose et de tout être, cette détermination de surface et cette indétermination fondamentale, c'est-à-dire « l'intime et inséparable réalité du monde », Jaurès utilise volontiers dans sa thèse le concept englobant de « Dieu<sup>9</sup> ».

De cette profession de foi métaphysique découlent toutes les options spirituelles, intellectuelles et politiques de Jaurès. En effet, il tend toujours à souligner davantage ce qui relie les gens, les choses et les événements plutôt que ce qui les sépare, leurs points communs plutôt que leurs différences : « Quand donc nous affirmons la réalité du monde sensible, ce n'est point pour absorber en lui toute vérité, c'est pour ne pas scinder la vérité. Nous rattachons le sensible à un principe supérieur d'intelligence et de vie<sup>10</sup>. »

L'impératif de rechercher toute la vérité impose à Jaurès de renoncer de façon générale aux opinions préconçues et aux comportements égoïstes. Sur le plan intellectuel, il s'agit concrètement pour lui de lutter à tout prix contre les affirmations hâtives, les préjugés. On ne peut y parvenir qu'en cherchant le plus possible à atteindre la vérité, c'est-à-dire à aller voir ce qui se passe derrière les apparences. Comme

8. *De la Réalité du monde sensible*, op. cit. (note 6), p. 155-156.

9. *Ibid.*, p. 146.

10. *Ibid.*, p. 327.

philosophe et comme historien, Jaurès s'efforce de mettre en lumière la chaîne complète des causes, des nécessités qui ont conduit aux événements analysés. Cette approche intellectuelle le rapproche de Marx, dont le matérialisme historique cherche à mettre en évidence que le monde est le résultat de nécessités qu'on peut et doit étudier avec précision. Comme Jaurès l'écrit dans *La Guerre franco-allemande*, « le premier devoir, c'est d'essayer de comprendre<sup>11</sup> ». La recherche de la vérité n'est en effet pas qu'une affaire intellectuelle, mais également éthique. Comprendre est un devoir moral. Jaurès parle de « l'effort de l'esprit et cette netteté d'idées sans laquelle il n'est pas de conduite loyale<sup>12</sup> ». À l'aide des trois œuvres analysées ici, nous verrons comment Jaurès procède pour « ne pas scinder la vérité ». Il ne simplifie jamais et observe par principe les objets dont il traite sous plusieurs angles.

Intellectuellement, Jaurès s'attarde donc sur les événements pour mieux les décrire. L'intellect s'occupe toujours de choses passées, c'est-à-dire qu'il est essentiellement tourné vers le passé. Mais la profession de foi de Jaurès en faveur de l'unité de l'être embrasse aussi le futur où se manifesterait le monde actuellement potentiel. Dans l'univers de Jaurès, l'humanité est par essence tournée vers le futur, c'est-à-dire qu'elle ne peut faire autrement que marcher : « Le monde [...] n'a donc, selon Diogène, qu'à marcher, car toutes ces démarches nécessairement révèlent l'être<sup>13</sup>. » Mais marcher signifie toujours pour Jaurès marcher dans une certaine direction faite d'idées et d'idéaux qu'il faut réaliser dans une société donnée. Marcher, c'est avancer. Pour Jaurès, le niveau pratique, concret, quotidien de l'action politique au service du socialisme fait partie de l'unité de l'être. Il s'agit pour lui de toujours se battre pour davantage de justice sur terre : « La société humaine a besoin de justice fraternelle et elle saura y parvenir<sup>14</sup>. »

Le concept de l'unité de l'être nous permet donc de concevoir Jaurès s'occupant de l'Allemagne comme quelqu'un qui analyse lucidement les choses allemandes sans perdre de vue son idéal socialiste à réaliser. Il réussit à concilier, chose rare, lucidité et idéalisme. Il marche toujours en réfléchissant, il réfléchit toujours en marchant.

11. GFA, *op. cit.* (note 3), p. 127.

12. *De la Réalité du monde sensible*, *op. cit.*, p. 135.

13. *Ibid.*, p. 133.

14. *Ibid.*, p. 135.

## Des premiers linéaments du socialisme allemand (1892)

La thèse complémentaire en latin (en français : *Des premiers linéaments du socialisme allemand*) réunit de façon exemplaire les trois visages officiels de Jaurès: celui du militant socialiste, celui du philosophe et celui de l'historien qui se manifestent ensemble certes, mais à des degrés divers, dans chacune des trois œuvres analysées ici. Dans la thèse latine, le militant côtoie le philosophe de près, puisque le thème central en est le socialisme en faveur duquel Jaurès s'est prononcé publiquement peu de temps avant sa soutenance de thèse, en 1891, après la répression sanglante d'une manifestation du 1<sup>er</sup> mai à Fourmies où neuf mineurs trouvèrent la mort. Mais cela fait déjà des années que le député républicain de Castres (de 1885 à 1889) est attiré par le socialisme et travaille à définir *son* idée socialiste. La thèse en latin est l'expression de cet effort de définition.

À la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, il est impossible, en France et dans le monde, de s'occuper de « l'idée socialiste » sans se référer au SPD, au parti social-démocrate allemand de Bebel qui était alors le parti socialiste le plus puissant au monde, c'est-à-dire le mieux organisé et celui réunissant le plus d'adhérents et d'électeurs. Jaurès se propose dans sa thèse de se démarquer par rapport aux sociaux-démocrates allemands dans la mesure où ceux-ci se présentaient officiellement comme « matérialistes ». Ce dogme affiché semble à Jaurès une simplification de « l'idée socialiste » telle qu'il la conçoit. Son objectif dans la thèse en latin, c'est d'expliquer que le socialisme allemand qui prétend être violemment matérialiste plonge en vérité ses racines dans la pensée (admiration par Jaurès) de l'idéalisme allemand ou, à l'inverse, que l'idéalisme allemand depuis Luther, en passant par Kant, Fichte et Hegel, mène tout droit au socialisme allemand. Comme toujours pour Jaurès, il s'agit de forcer les frontières, dans le cas présent les soi-disant limites entre idéalisme et socialisme, en soulignant les continuités, les évolutions lentes plutôt que les prétendues ruptures.

Jaurès cherche chez Luther, Kant, Fichte et Hegel les premières traces d'une pensée socialiste qui s'épanouit enfin chez Marx. Le mot « linéaments », d'un niveau de langue soutenu et actuellement tombé dans l'oubli, que le traducteur Adrien Veber dès 1902 a préféré éviter au profit du mot « origines », rend pourtant très adéquatement la pensée de Jaurès. Selon le *Robert*, des linéaments sont en effet des traits à l'état d'ébauche, qui peuvent se développer dans telle ou telle direction.

Mais Jaurès ne serait pas Jaurès s'il ne reconnaissait pas au SPD le droit d'être matérialiste. Il approuve au contraire son réalisme qui ne bâtit pas seulement des châteaux en Espagne, mais essaie dans le combat politique quotidien d'améliorer la vie des hommes : « le socialisme allemand n'est pas une philosophie pure et contemplative ; [...] il cherche dans la région "des idées" des vues pratiques pour l'arrangement de cette vie terrestre<sup>15</sup>. » Il comprend aussi que le matérialisme fasse partie de la stratégie actuelle des sociaux-démocrates allemands qui peuvent avoir intérêt à souligner temporairement la face sombre du monde : « Les socialistes s'affirment et se croient matérialistes, pour les facilités de leur démonstration, afin que cette terre, délivrée cependant de tous les fantômes de la superstition, apparaisse sous une lumière dure et crue, d'autant plus hérissée de dures misères<sup>16</sup>. »

Le matérialisme n'est donc pour Jaurès qu'une forme nécessaire, mais provisoire du socialisme allemand de son temps alors que c'est l'idéalisme qui l'a marqué et qui le marque encore à son coin. Jaurès est intimement convaincu que « dans les replis profonds du socialisme survit le souffle allemand de l'idéalisme<sup>17</sup>. »

Pour Jaurès comme pour beaucoup d'intellectuels français du XIX<sup>e</sup> siècle depuis Madame de Staël, la philosophie idéaliste est l'incarnation du « génie allemand » : « les socialistes allemands ont été les vrais disciples de la philosophie allemande et comme du génie allemand lui-même<sup>18</sup>. »

L'idéalisme veut dire pour Jaurès que notre monde est certes constitué de matière, mais qu'il ne se réduit pas à elle, à ce qui existe de manière tangible, aux faits. L'idéalisme signifie que le monde, grâce aux idées, est toujours plus que la somme de ses déterminations. Jaurès sait « combien les événements découlent des idées, combien l'histoire dépend de la philosophie<sup>19</sup> ». Dans cet ordre de pensée, Jaurès précise que Marx n'aurait pas conçu sa philosophie du matérialisme historique s'il n'avait pas connu la dialectique idéaliste de Hegel. Le nouvel ordre économique « qui a pour base économique l'argent » est apparu en Angleterre où, dans les années quarante du dix-neuvième siècle, il était

15. DPSGL, *op. cit.*, p. 383.

16. *Ibid.*, p. 384.

17. *Ibid.*, p. 384.

18. *Ibid.*, p. 384.

19. *Ibid.*, p. 384.

tangible. Mais tout le monde n'était pas capable d'interpréter correctement ces faits. Seul y parvint un philosophe allemand qui vivait en Angleterre et connaissait bien la dialectique hégélienne. Sans cette puissante méthode intellectuelle, Marx n'aurait jamais pu comprendre en profondeur ce qu'il voyait en Angleterre : « L'Angleterre a fourni les faits, mais la philosophie allemande les a interprétés<sup>20</sup> ».

Luther : le socialisme chrétien

Puis Jaurès se livre à de brillantes analyses synthétiques de la pensée de Luther, de Kant, de Fichte et de Hegel. Il sait dégager l'essentiel sans jamais déraiser dans l'abstraction.

Il ressort de ces analyses que les philosophes allemands ont le sens de « l'embrassement des contraires » qui est proche du sens de Jaurès pour l'unité de l'être. Un tel don pour la synthèse lui semble même être une caractéristique non seulement des philosophes allemands en particulier, mais de la mentalité allemande en général. Jaurès rappelle expressément les mérites de Luther dans la formation intellectuelle des Allemands : « La Réforme prépara la mentalité allemande à l'embrassement des contraires<sup>21</sup> ».

Luther, qui est pour Jaurès le premier représentant d'un socialisme chrétien, est en effet à l'origine de la pensée allemande en général, du socialisme allemand en particulier : « Bien que Luther n'ait pas embrassé la question sociale dans son intégralité, il n'en a pas moins posé les bases du Socialisme<sup>22</sup> ». Dans son pamphlet contre l'usure par exemple, Luther est très concrètement parti en guerre contre le nouvel ordre économique émergeant alors et qui préparait le chemin à l'arrogance et à la domination de l'argent : « Karl Marx [E.G.: dans *Le Capital*] cite souvent Luther dont il a repris et rajeuni l'argumentation. Il fait surtout honneur à Luther d'avoir mis au jour l'adresse de l'Argent à faire paraître ses absorptions et ses exactions comme des services presque humanitaires, et d'avoir mis en lumière l'âme et comme les derniers replis du cœur de l'argent, lequel vise moins au plaisir, qui a des limites, qu'à l'arrogance et à la domination<sup>23</sup>. »

20. *Ibid.*, p. 385.

21. *Ibid.*, p. 399.

22. *Ibid.*, p. 397.

23. *Ibid.*, p. 397-398.

Luther a donc reconnu très tôt les tares du capitalisme, mais son véritable mérite est d'avoir essayé de concilier les contraires, c'est-à-dire la foi et la raison, la liberté et la loi. Le premier, Luther a dans son œuvre favorisé l'alliance de la théologie et de la philosophie rationnelle, alliance qui, après lui, sera en Allemagne considérée comme normale, ce qui n'est pas le cas en France : « les théologiens se sont mis à philosopher, à partir de Luther, en posant comme base de la foi et presque comme la foi elle-même, la liberté d'interpréter et de commenter. Aussi l'Allemagne actuelle commence-t-elle à Luther<sup>24</sup> ».

De façon générale, nous dit Jaurès, la liberté constitue l'un des centres de gravité de la pensée de Luther qui a contribué à libérer le chrétien de toutes les entraves que lui imposait la société. Luther proclamait la liberté intérieure de tout chrétien quel qu'il soit, pauvre ou riche, domestique ou seigneur. Tout chrétien a, pour peu qu'il le désire, la possibilité intérieure d'accéder à Dieu, ce qui signifie également que tous les chrétiens sont intérieurement égaux devant Dieu : « Quelle était cette égalité parfaite et absolue de tous les chrétiens? C'est la disparition de tous les laïcs soumis, des prêtres hautains s'arrogeant certains rapports particulièrement amicaux avec Dieu: quiconque est chrétien, c'est-à-dire a été baptisé au nom du Christ, a plein droit de lire, de commenter et de prêcher les paroles divines. Tout chrétien est prêtre<sup>25</sup> ». Jaurès admire cette audace incroyable de Luther qui a dépassé selon lui l'audace des Français ayant introduit le suffrage universel : « Lorsqu'à une époque récente le suffrage universel fut décrété en France, beaucoup trouvèrent cette politique trop téméraire et comme monstrueuse. Combien Luther était plus audacieux, lui qui décrétait le sacerdoce universel<sup>26</sup> ! »

Jaurès précise d'ailleurs que l'idée luthérienne de la liberté et de l'égalité intérieures de tous les chrétiens mène tout droit à l'idée de la liberté et de l'égalité civiles de tous les citoyens proclamée plus tard par la Révolution française : « Celui qui renouvelle le ciel, rénove la terre; aussi Luther, en poursuivant seulement l'égalité chrétienne, préparait et assurait également les voies à l'égalité civile<sup>27</sup>. »

24. *Ibid.*, p. 385.

25. *Ibid.*, p. 386.

26. *Ibid.*, p. 386.

27. *Ibid.*, p. 386.

Mais Luther ne s'arrête pas à l'idée de liberté qui, selon sa conception du libre-arbitre, est en soi vide si elle n'est pas reliée à Dieu, synonyme pour lui d'universel et que l'individu, certes libre, ne doit jamais cependant perdre de vue. Le chrétien ne doit jamais oublier qu'il n'est pas seul au monde, mais cohabite avec d'autres dont il doit respecter aussi la liberté. Tout chrétien doit être moral, c'est-à-dire qu'il doit régler sa conduite sur des lois universelles. C'est ce qu'entend Luther par la « justice » qui reste pour lui la valeur suprême. Il s'écrie en effet : « Que le monde périsse, place à la justice<sup>28</sup> ! » C'est aux yeux de Jaurès un important mérite de Luther de n'avoir pas dissocié de Dieu, c'est-à-dire de l'universel, l'individu libre. Il a d'abord ainsi marqué profondément la mentalité des Allemands modernes qui, depuis Luther, « ont l'habitude de rattacher chaque volonté individuelle à l'ordre universel des choses divines et humaines<sup>29</sup> ». Mais en outre, appliquée à l'économie politique, une telle façon de voir les choses conduit directement, selon Jaurès, au socialisme allemand : « Lorsqu'il n'a pas voulu dégager et abstraire la volonté humaine de la divinité, Luther a esquissé cette conception de la liberté vraie qui en économie deviendra le socialisme<sup>30</sup>. » Faire de la justice la valeur centrale, c'est de surcroît absolument l'esprit du socialisme. La justice « brillera un jour sous le soleil des vivants et le ciel visible. En vérité, ne reconnaît-on pas là l'esprit même du socialisme qui s'applique à faire pénétrer la justice, non pas dans les espaces vides de la mort, mais dans la vie elle-même<sup>31</sup>. »

À la culture allemande d'inspiration luthérienne, qui insiste plutôt sur les devoirs de l'individu libre, Jaurès oppose la culture française, qui insiste plutôt sur les droits de l'individu : « Nous Français, nous considérons plus souvent, tant en philosophie qu'en économie, chaque volonté d'une façon abstraite, séparée et isolée de tout ordre de faits, comme se suffisant; puis nous soutenons que tous les hommes sont également libres. De là cette sentence économique : "chacun pour soi"<sup>32</sup>. »

28. *Ibid.*, p. 386.

29. *Ibid.*, p. 389.

30. *Ibid.*, p. 390.

31. *Ibid.*, p. 389.

32. *Ibid.*, p. 391.

Kant, Fichte, Lassalle : le socialisme moral

Dans la pensée de Luther, Jaurès voit donc se dessiner les « linéaments » d'une pensée socialiste ultérieure essayant de concilier droits et devoirs de l'individu. Chez Kant et Fichte, il voit ensuite ces « linéaments » se préciser, dans la mesure où tous les deux tentent de résoudre le problème du rattachement de l'individu à l'universel en reconnaissant des droits à la fois à l'individu et à l'État. À l'origine de leur pensée se trouve la volonté de concilier la culture française individualiste et la culture allemande (plus exactement prussienne) « communautaire ». Jaurès compare alors, dans une vue d'ensemble saisissante, les caractéristiques essentielles de l'histoire allemande d'une part et de l'histoire française d'autre part, avant d'examiner de plus près la pensée des deux philosophes. Il se montre ici tout à fait marxiste en ce qu'il fait reposer les « superstructures » idéologiques que sont la pensée de Kant et de Fichte sur « l'infrastructure » des événements historiques.

Dans chacun des deux pays, deux forces semblables se sont affrontées au cours des siècles: une force centripète représentée par la royauté et une force centrifuge représentée par les « états ». Mais elles trouvent un équilibre totalement différent en France et en Allemagne. En France, la royauté s'est renforcée au cours des siècles jusqu'à ne plus même convoquer les « états généraux » à partir de 1614. Le problème français devint rapidement celui d'un pouvoir central trop fort et suscita une critique qui s'exprima avec une virulence particulière à la Renaissance, au temps de la Réforme et au siècle des Lumières. C'est pourquoi le parlementarisme était considéré en France comme étant le seul moyen d'échapper à l'emprise de l'État royal omnipotent.

En Allemagne, c'est l'inverse qui s'est passé. Au cours des siècles, la royauté allemande (l'empire) s'affaiblit progressivement au point de devenir une structure vide que Napoléon put dissoudre sans peine en 1806. Par contre, les souverains territoriaux affermirent de plus en plus leur pouvoir face à l'empereur, utilisant à cet effet le système des « parlements » allemands, ces « diètes d'Empire » (*Reichstage*) que l'empereur était tenu de convoquer régulièrement et qui symbolisaient en Allemagne la faiblesse politique du pays. À la différence de la France, c'était un pouvoir royal fort qui semblait le seul moyen de contrebalancer un « parlementarisme » hypertrophié entraînant l'émiettement national. Dans ce contexte, la Prusse joua en Allemagne un rôle central en ce qu'elle fut considérée à partir du dix-huitième siècle comme le

modèle d'une royauté sachant s'imposer face aux « états ». La royauté prussienne passait pour être un État moderne géré selon les lois de la raison et dirigé par un roi protestant (calviniste de surcroît), donc sécularisé, sans référence au droit divin (comme c'était le cas en France<sup>33</sup>).

Kant et Fichte ont donc, nous dit Jaurès, essayé dans leur philosophie de concilier le besoin français de droits civiques élargis et le besoin allemand d'un État plus fort.

Comment Kant y parvient-il ? D'une part (et c'est selon Jaurès l'influence française), il fait grand cas de l'idée de liberté individuelle qui est pour lui le fondement du droit<sup>34</sup>. D'autre part (et c'est ici selon Jaurès l'influence allemande de Luther), il refuse l'idée d'une liberté vide non rattachée à des règles universelles. C'est pourquoi Kant, citoyen prussien, accorde beaucoup d'importance à l'État, contribuant ainsi à développer les « linéaments » socialistes de la pensée allemande. L'État jouera en effet une place centrale dans la pensée des deux grands penseurs socialistes que seront Lassalle et Marx. Chez Kant, l'État, c'est la loi, étant donné qu'il est l'incarnation du contrat social qui fonde implicitement sa légitimité : « l'État, en qui vit éternellement et se retrempe le contrat social<sup>35</sup>. » L'État exprime et domine à la fois chaque individu-citoyen.

Kant préfigure également la pensée socialiste en ce qu'il souligne que l'État doit veiller à l'autonomie de chacun. L'une des thèses fondamentales des penseurs socialistes, c'est en effet que la liberté civique qui ne s'accompagne pas de l'autonomie sur le plan économique est vide de sens : « Kant enseigne que celui-là seulement est véritablement citoyen qui possède la liberté et l'égalité avec des moyens d'existence suffisants, de sorte que la devise de l'État ne devrait pas être comme chez nous : “Liberté, égalité, fraternité”, mais “Liberté, égalité, propriété”<sup>36</sup> ». Par le biais de l'État, qui protège et limite à la fois la liberté de chacun, Kant concilie l'individualisme (français) et le socialisme (allemand).

Fichte poursuit certes l'œuvre de son maître, mais en élargissant à la fois les droits de l'individu jusqu'à l'anarchie et ceux de l'État jusqu'au collectivisme : « ce qui chez Kant se nomme “individualisme”

33. *Ibid.*, p. 400-404.

34. *Ibid.*, p. 405 : « En lisant et en méditant Kant, on le prendrait presque pour un philosophe français, plein de l'esprit révolutionnaire et se fiant uniquement à la liberté ».

35. *Ibid.*, p. 408.

36. *Ibid.*, p. 407.

peut se nommer “anarchie” chez Fichte; et ce qui chez Kant peut s’appeler socialisme ou plutôt germe de socialisme est explicitement nommé collectivisation chez Fichte<sup>37</sup> ». Fichte reconnaît par exemple au citoyen le droit de se soulever contre l’État ou même de former des États dans l’État. À la différence de Kant, Fichte n’a en effet aucun respect pour l’histoire, pour les faits historiques. D’un autre côté, il préconise une présence renforcée de l’État qui, pour lui comme pour Kant, est « cette puissance commune, basée sur la liberté de tous<sup>38</sup> ». Mais dans *L’État commerçant fermé* (1800), il exige davantage que Kant de l’État qui est pour lui l’incarnation du droit de propriété que l’État ne doit pas seulement protéger, mais dont il doit assurer la légitimité et la pureté. Le système ne peut toutefois fonctionner que si chacun possède quelque chose : « Un tel promet de ne pas toucher à la propriété d’autrui; il faut qu’autrui promette de ne pas toucher à la sienne. Si ce citoyen ne possède rien, le contrat est inexistant et sans force obligatoire<sup>39</sup>. » C’est pour cela que chaque citoyen doit, pour sauvegarder son autonomie, obtenir le droit au travail : « le droit au travail, voilà la véritable propriété<sup>40</sup> ! » Un tel droit, seul l’État est en mesure de le garantir qui doit à cette fin par exemple contrôler l’économie et fixer les prix.

Selon Jaurès, en préconisant que l’État garantisse au citoyen le droit au travail, Fichte précise nettement les « linéaments » socialistes de la pensée allemande. Certes, il est donc un pionnier du collectivisme des futurs penseurs socialistes allemands, mais il se distingue nettement de Marx par exemple en ce qu’il défend un socialisme « moral ». Ce qui pour lui est essentiel, c’est, comme pour Luther, la justice. Jaurès parle de son « ardent amour de la justice pure<sup>41</sup> ». Ce qui est important pour Fichte, ce n’est pas l’état actuel de la société, pour lequel il n’a que mépris, mais son état futur idéal qu’il convient de réaliser, ce n’est pas ce qui est, mais ce qui doit être. Il serait ainsi plus proche des révolutionnaires français de 1789 que de Marx et de la plupart des socialistes allemands de la fin du dix-neuvième siècle qui, au nom de la « sévère dialectique historique » de Marx, ne croient

37. *Ibid.*, p. 409.

38. *Ibid.*, p. 412.

39. *Ibid.*, p. 412.

40. *Ibid.*, p. 412.

41. *Ibid.*, p. 418.

qu'aux froides nécessités historiques : « Les socialistes allemands de l'heure présente, loin de mépriser l'histoire comme Fichte, l'invoquent au contraire et proclament volontiers la vanité de la justice tant que le procès historique ne lui aura pas communiqué consistance et force<sup>42</sup>. »

Parmi ces derniers, Lassalle, qui reste fidèle aux principes de son maître Fichte, fait figure d'exception : « Par l'émotion de l'âme, par l'ardeur du verbe, la force de l'expression, Lassalle procède de Fichte autant que par la doctrine<sup>43</sup> ». Comme on le sait, Jaurès accorde beaucoup d'importance au sentiment et à la passion quand elles sont au service de la justice et se sent manifestement plus proche du socialisme « moral » d'un Fichte ou d'un Lassalle que du socialisme « scientifique » d'un Marx. Il va même jusqu'à donner le conseil aux socialistes allemands de se souvenir de Fichte : « en Allemagne, le socialisme ne peut pénétrer le peuple et sortir des écoles pour se répandre sur la place publique, à moins de faire également appel aux passions et d'invoquer non seulement les nécessités de l'histoire, mais encore la "justice éternelle"<sup>44</sup> ».

Un autre point commun entre Jaurès et Fichte, c'est qu'ils sont convaincus tous deux de la nécessité d'une évolution lente des sociétés humaines qui, à la différence des révolutions, constitue une des lois fondamentales de l'histoire : « si Fichte méprise l'histoire, il ne nie pas que pour opérer des changements efficaces, il faille du temps et des délais<sup>45</sup> ».

Hegel et Marx : le socialisme dialectique

Puis Jaurès en vient à Hegel auquel il voue une grande admiration. C'est en effet Hegel qui a perfectionné une conception « socialiste » de l'État, préfigurée chez Kant et Fichte, et préparé ainsi la voie au marxisme. Mais c'est aussi le dialecticien et « l'évolutionniste » que Jaurès admire.

Hegel poursuit la tradition philosophique allemande d'un Luther, d'un Kant, d'un Fichte en ce qu'il prône lui aussi la liberté de l'individu tout en soulignant la nécessité de lui imposer des règles universelles. À cet égard, il sait reconnaître les mérites de la propriété, de la famille et de la société civile qui, chacune à leur façon, ont contribué à développer la liberté de l'individu. Jaurès définit ainsi la

42. *Ibid.*, p. 418.

43. *Ibid.*, p. 418.

44. *Ibid.*, p. 418.

45. *Ibid.*, p. 418.

notion hégélienne de « société civile » (*bürgerliche Gesellschaft*) : « Chaque citoyen a besoin des autres citoyens afin de vivre en sécurité, voire tout simplement pour vivre. Chacun doit acheter et vendre, le travail est réparti [...]. De cette nécessité réciproque, qui assujettit les hommes les uns aux autres, est née la société civile. [...] Là apparaît non pas la véritable universalité, mais seulement [...] la chaîne continue de toutes les individualités<sup>46</sup>. »

Mais ce qui importe finalement à Hegel, ce n'est pas cette société civile qui repose sur le seul individualisme, qui ne sert qu'à concilier les égoïsmes, mais l'État qu'il place au-dessus de la société civile en ce qu'il allie l'individuel et l'universel : « Quel est donc l'État hégélien? L'État est l'union solide et parfaite “de l'individualité et de l'universalité”<sup>47</sup>. »

Mais ce que Hegel définit ainsi, ce n'est pas un État existant réellement, mais un État idéal qu'il faut chercher à réaliser et dont l'objectif suprême est la justice. Dans cette mesure, selon Jaurès, les socialistes contemporains comme Bebel et Liebknecht, qui prônent aussi la justice comme valeur suprême, sont proches de Hegel : « Ainsi quoique Hegel n'ait en aucune façon développé le collectivisme, la prédominance donnée à l'État sur la société civile et le socialisme qui y correspond le rapproche [...] de Bebel et Liebknecht qui, bien au-dessus d'un médiocre et faible socialisme civil, proclament la véritable unité justicière de l'État<sup>48</sup>. »

Selon Jaurès, Hegel aurait considéré comme insuffisante la politique sociale de Bismarck qui, pour la première fois dans le monde, instituait une assurance-maladie et une assurance-accident de travail et que l'on qualifiait à l'époque (dans les années 1880) de socialisme d'État : « Ce qui, de nos jours, est appelé “Socialisme d'État”, se trouve dans la philosophie hégélienne très inférieure à l'État<sup>49</sup>. » Pour Jaurès, la conception qu'a Hegel d'un État idéal préoccupé à la fois de protéger les droits civiques des individus et de réaliser la justice universelle mène tout droit à une conception socialiste de l'État : « Hegel a poussé les hommes à soumettre toute leur vie, c'est-à-dire même leurs biens, à l'unité, à la loi, à la raison divine de l'État<sup>50</sup>. »

46. *Ibid.*, p. 423.

47. *Ibid.*, p. 426.

48. *Ibid.*, p. 426.

49. *Ibid.*, p. 425.

50. *Ibid.*, p. 429.

Jaurès admire en Hegel, outre le penseur d'un État visant à la justice, le grand dialecticien pour qui chaque société, quelle qu'elle soit, est toujours « un organisme en train de se transformer<sup>51</sup> ». Le souci qu'a Jaurès de l'unité de l'être lui fait apprécier la métaphore d'organisme que Hegel utilise pour désigner l'État en tant qu'il essaie d'englober tous les citoyens et tous les domaines de la vie. Dans la conception de Hegel, l'État est certes supérieur à la religion, à la science, à l'art, etc., sans cependant jamais chercher à empiéter sur leurs champs respectifs : « Donc celui qui comprend pleinement l'État et vit véritablement dans l'État, celui-là comprend le monde et Dieu et vit en Dieu : admirable doctrine qui ne retranche de la vie ni la religion, ni la science, mais embrasse à la fois toutes les facultés de l'homme, toute la nature humaine, et les divers aspects du vrai, pour n'en faire qu'une vérité une<sup>52</sup> ».

D'un côté donc, Hegel a souligné que tout dans le monde est lié, cette unité de l'être chère à Jaurès. D'un autre côté, sa dialectique met l'accent sur l'instabilité fondamentale de toutes choses qui se transforment constamment, pas au hasard, mais vers toujours plus de justice. Mais pour Hegel, ces transformations constantes sont toujours des évolutions, non des révolutions et, là encore, le philosophe allemand et le philosophe français sont d'accord. Pour des idéalistes comme eux, il est impératif de faire preuve de beaucoup de patience sans pour autant dédaigner d'aider les choses à se développer dans le bon sens. À cet égard, Jaurès ne fait pas de différence entre des idéalistes comme Hegel (« Déjà Hegel disait que la vraie raison donnait naissance à une patience absolue ») et Lassalle (« Les révolutions se font, on ne les fait pas ») d'une part et, d'autre part, le matérialiste qu'est Marx (« Marx déclare aussi que dans l'histoire il n'y a pas de place pour la colère<sup>53</sup> »). Jaurès précise que tous les trois (Hegel, Lassalle et Marx) pensent que l'on n'a cependant pas le droit de s'accommoder passivement de l'état actuel d'une société s'il est particulièrement mauvais, mais que l'on a le devoir moral de chercher à hâter les transformations nécessaires : « Si l'homme comprend le véritable cours des choses, il l'aide et le précipite, et il est vraiment révolutionnaire<sup>54</sup>. »

51. *Ibid.*, p. 429. Cité en allemand par Jaurès : « ein in Umwandlung begriffener Organismus. »

52. *Ibid.*, p. 428.

53. *Ibid.*, p. 432 et 433.

54. *Ibid.*, p. 433.

Jaurès défend particulièrement Hegel contre le reproche de conservatisme qui lui est souvent fait de n'avoir cherché qu'à justifier l'état actuel des sociétés et qui serait une simplification de sa philosophie. « Lorsque Hegel a écrit : « Tout ce qui est rationnel est réel, et tout ce qui est réel est rationnel », il n'a pas voulu justifier les choses elles-mêmes par cela même qu'elles sont. Hegel a seulement fait entendre qu'historiquement tout événement, toute institution était un moment de l'Idée, il est vrai souvent altéré et corrompu<sup>55</sup> ». Hegel ne s'est jamais laissé impressionner par les faits, par l'état actuel des sociétés puisque ce qui est important pour lui, c'est le cours dialectique des choses vers l'amélioration : « Hegel peut tout ensemble expliquer rationnellement et condamner les événements, les faits, les choses. Et pour cela il ne soumet pas à l'histoire la philosophie, la dialectique et la conscience humaine<sup>56</sup> ».

Jaurès partage avec Hegel la conviction que le « monde intérieur » et le « monde extérieur » sont intimement liés, n'étant que deux aspects d'un être un dans son principe. C'est là l'essentiel de la pensée aussi bien de Hegel que de Jaurès qui, toujours soucieux de souligner ce qui rapproche la France et l'Allemagne plutôt que ce qui les sépare, tient à mettre en évidence que, finalement, il y a concordance totale entre la dialectique hégélienne faisant de la justice sa valeur suprême et la foi dans le progrès qui caractérise la pensée française depuis le dix-huitième siècle : « Ainsi cette dialectique allemande et hégélienne s'accorde et concourt avec la foi française dans le progrès<sup>57</sup>. »

Pour ce qui est de Marx, Jaurès n'ignore certes pas ce qui le différencie de Hegel : « Marx oppose à l'idéalisme hégélien le matérialisme économique ; les choses n'émanent pas des idées, mais les idées des choses<sup>58</sup> ». Jaurès estime qu'en fin de compte la dialectique de Marx est tout aussi idéaliste que celle de Hegel dans la mesure où, pour les deux philosophes allemands (comme pour Lassalle), la justice, la « synthèse parfaite », constitue la fin dernière de l'histoire humaine : « Marx lui-même, bien qu'il se soit défendu de tout mysticisme et bien qu'il saisisse la dialectique dans l'histoire, Marx ne confond pourtant pas

55. *Ibid.*, p. 434.

56. *Ibid.*, p. 434.

57. *Ibid.*, p. 430.

58. *Ibid.*, p. 431.

l'histoire avec la dialectique, car dans l'histoire les moments sont éparés et disséminés; la dialectique les conciliera et les unira dans une synthèse parfaite<sup>59</sup> ».

Il ressort de cet essai de synthèse de la pensée de Jaurès que sa thèse complémentaire sur les origines du socialisme allemand est entièrement placée sous le signe de la notion d'unité de l'être qui structure toute sa pensée :

– Unité de l'être qui caractérise, ici comme dans les autres œuvres, le « style » de Jaurès. Il se montre à la fois philosophe et militant socialiste, ses considérations philosophiques et ses prises de position militantes interagissant les unes sur les autres. Certes, le centre de gravité d'un tel travail universitaire est philosophique, mais toute l'argumentation de Jaurès sert en dernier ressort un double objectif militant : donner une définition du socialisme véritable et contribuer au rapprochement franco-allemand. D'une part, en effet, Jaurès fait appel à la dialectique d'un Marx ou d'un Hegel pour mettre en évidence par contraste le côté limité et provisoire de la pensée socialiste des sociaux-démocrates allemands au début des années 1890 telle qu'elle avait été définie en 1891 dans le programme d'Erfurt. La prise de position officielle du SPD de l'époque en faveur du matérialisme semble à Jaurès une trahison du socialisme vrai qui, pour lui, est enraciné dans une profonde foi idéaliste en la possibilité de réaliser sur terre la justice et doit au nom de cet idéal refuser de se fixer des objectifs trop étroits. Comme toute forme particulière de l'histoire humaine, la forme particulière qu'a prise alors le socialisme allemand serait vouée à disparaître. Mais, nous dit Jaurès, derrière le socialisme d'un Bebel ou d'un Wilhelm Liebknecht, étriqué parce qu'exclusivement matérialiste, brille le socialisme allemand éternel et son profond sens dialectique selon lequel les constructions humaines historiques sont certes éphémères, mais orientées globalement vers plus de justice : « Bref, pour comprendre le socialisme allemand de nos jours, il ne suffit pas de le saisir dans la forme particulière et transitoire que lui donnent Bebel et autres; il faut fouiller ses origines, c'est-à-dire toutes les sources de l'intelligence et de la conscience. Voilà pourquoi j'ai examiné le socialisme chrétien chez Luther, le socialisme moral chez Fichte, le socialisme

59. *Ibid.*, p. 435.

dialectique chez Hegel et Marx<sup>60</sup> ». Mais en réinsérant le socialisme matérialiste dans le courant socialiste originel, c'est-à-dire foncièrement idéaliste selon lui, Jaurès cherche d'autre part, et peut-être surtout, à mettre l'accent sur les points communs entre la France et l'Allemagne. Le socialisme allemand et le socialisme français seraient en effet animés d'un même esprit puisque, pour les deux, la valeur suprême est la justice : « Le socialisme dialectique s'accorde donc avec le socialisme moral, le socialisme allemand avec le socialisme français<sup>61</sup> ».

– Unité de l'être qui constitue aussi la substance des notions fondamentales de la philosophie allemande traitées par Jaurès dans sa thèse complémentaire : la justice éternelle en tant que fin dernière de l'histoire humaine (qui se trouve de cette manière « unifiée ») et les deux voies royales menant à ce but suprême que sont l'évolution (au lieu de la révolution) et la conciliation de l'individuel et du collectif (au lieu de la confrontation).

### La Guerre franco-allemande (1908)

Seize ans après ses thèses, Jaurès publie en 1908 un livre sur la guerre franco-allemande de 1870-1871 qui fait partie de son ambitieuse *Histoire Socialiste (1789-1900)* sortie en fascicules à partir de 1900. Il en a déjà écrit les premiers chapitres sur la Révolution française qui sont actuellement considérés comme de remarquables analyses historiques. Mais que Jaurès a aussi écrit le chapitre intitulé *La Guerre franco-allemande*, on l'oublie souvent, ce qui n'est pas le cas d'Édouard Husson lequel, dans son livre récent sur l'Allemagne<sup>62</sup>, recommande cet ouvrage pour conjurer les images simplificatrices que l'on se fait souvent, même actuellement, de l'Allemagne en France.

Le livre est emblématique de l'intérêt fondamental que Jaurès porte à l'Allemagne tout au long de sa vie. Pour lui, « la lutte déchaînée par l'ineptie napoléonienne et par l'intrigue bismarckienne a laissé à l'Europe une blessure profonde: mutilation d'un peuple, défiance générale, militarisme universel. Comment débrouiller ce triste chaos de ressentiments et de violences ? Comment fonder la paix sur le droit

60. *Ibid.*, p. 435.

61. *Ibid.*, p. 435.

62. Édouard Husson, *Une autre Allemagne*, Gallimard, 2005, p. 33-34.

et rendre à tous les peuples la libre disposition d'eux-mêmes sans provoquer de nouveaux conflits ? C'est le secret de l'avenir: c'est la redoutable énigme dont seul le socialisme international a le mot<sup>63</sup> ». Tandis que dans la thèse de 1892, c'était le philosophe Jaurès qui occupait le premier plan, il est remplacé ici par l'historien, mais dans les deux cas, l'objectif ultime est militant. En analysant les causes de la guerre de 1870, il poursuit le but pratique d'empêcher un nouvel affrontement franco-allemand. En disséquant pour ses lecteurs le comportement diplomatique de la France et de l'Allemagne dans les années précédant 1870 et en 1870, qui a conduit à cette guerre désastreuse, il espère que Français et Allemands tireront les leçons de l'histoire et ne répéteront pas en 1908 les fautes du passé.

*La Guerre franco-allemande*, livre à tort méconnu, révèle tout Jaurès, d'une part le socialiste militant œuvrant à la paix en Europe, d'autre part l'intellectuel (ici sous la forme de l'historien) inlassablement à la recherche de la vérité et soucieux de ne jamais rien simplifier. Dans ce livre, l'enjeu, c'est la vérité, la recherche des véritables raisons de cette guerre. Jaurès ne consacre aux opérations militaires proprement dites que quinze pages (sur deux cent quarante huit!) qui constituent le court premier chapitre au titre significatif : « Récit sommaire ». En effet, ce qui intéresse en priorité Jaurès, ce ne sont pas les faits, mais les structures profondes qui les sous-tendent. Il ne veut pas faire l'histoire événementielle détaillée de la guerre, mais se poser des questions sur elle, « discuter quelques uns des problèmes qu'elle soulève et dégager autant qu'il est en moi quelques vues des leçons qu'elle contient<sup>64</sup> ». Ce qui obsède au fond Jaurès, c'est la question : « Qui est responsable de la guerre ? », titre du volumineux deuxième chapitre qui occupe les pages quinze à deux-cent-quarante-et-une.

Jaurès distingue trois principaux groupes de causes : l'arrogance diplomatique traditionnelle de la France, les intrigues de Bismarck, le manque de démocratie en Allemagne et en France

#### L'arrogance française

Jaurès parle longuement de la responsabilité de la France dans le déclenchement de la guerre et doit ainsi avoir scandalisé le groupe puissant en France des germanophobes comme Maurras ou Péguy et

63. *Jaurès, op. cit.* (note 3), p. 248.

64. *Ibid.*, p. 3.

attisé leur haine déjà féroce de *Herr* Jaurès. Jaurès veut dire toute la vérité, si douloureuse soit-elle, mais dont il croit à la vertu libératrice : « la France a une grande et profonde responsabilité ». Le reconnaître, c'est « échapper à la défaite en se haussant à la vérité qui sauve et qui prépare les relèvements<sup>65</sup> ». Selon lui, la France s'est rendue coupable d'ignorance des choses et de la mentalité allemandes et d'arrogance vis-à-vis de l'Allemagne, ignorance et arrogance n'étant que les deux aspects d'un même défaut: un patriotisme aveugle.

Parce que, des siècles durant, la France s'était habituée à affaiblir et asservir l'Allemagne, elle l'avait en 1870 encore considérée comme quantité négligeable sur l'échiquier politique. Les Français n'ont jamais au cours de leur histoire fait l'effort de se mettre à la place des Allemands, dit Jaurès. Ils ont donc commis l'erreur fondamentale d'avoir toujours ignoré, voire contrecarré le puissant désir allemand d'unité nationale bien que, en tant qu'« inventeurs » du principe des nationalités, ils eussent dû logiquement respecter son application en Allemagne également : « c'est la France qui a préparé le conflit dès longtemps et qui l'a rendu presque inévitable en méconnaissant les conditions de vie de l'Allemagne, en marquant une hostilité sourde et violente à la nécessaire et légitime unité allemande<sup>66</sup> ».

En s'opposant ainsi de front à la volonté d'unité politique des Allemands, la France a ignoré leur ressentiment traditionnel vis-à-vis d'un pays qui avait souvent envahi l'Allemagne sans états d'âme. Vu les nombreuses blessures physiques et morales portées à l'Allemagne par la France, celle-ci, estime Jaurès, aurait dû même soutenir d'autant plus l'unité allemande : « La France était tenue à réparer envers l'Allemagne les violences, les crimes, les abus de pouvoir du passé. Longtemps elle avait abusé de sa force pour tenir l'Allemagne en sujétion par le morcellement systématique de ses forces [...] Despotisme de Louis XIV, despotisme de la Révolution, despotisme de Napoléon 1<sup>er</sup>, l'Allemagne avait tout subi<sup>67</sup> ». Au cours du XIX<sup>e</sup> siècle, les hommes politiques français, de quelque bord qu'ils soient, n'ont pas interrompu cette tradition funeste d'une politique étrangère arrogante et agressive envers l'Allemagne : « il y eut en France, contre l'Allemagne en formation, une coalition presque universelle des ignorances, des vanités, des jalousies.

65. *Ibid.*, p. 15.

66. *Ibid.*, p. 15.

67. *Ibid.*, p. 28.

L'Empire et les adversaires de l'Empire (ou du moins beaucoup d'entre eux) rivalisèrent d'égoïsme étroit et aveugle. Ce fut le crime d'une nation contre une autre<sup>68</sup> ».

La sensibilité de Jaurès à l'unité de l'être lui fait mettre en relief la continuité de la politique extérieure française pendant les derniers siècles, et cette continuité qu'il dénonce, c'est celle de l'arrogance. De François 1<sup>er</sup> à la Révolution de 1789, la France a poursuivi un unique but : affaiblir le plus possible ses voisins européens, particulièrement l'Allemagne et l'Italie, pour mieux les asservir : « la politique traditionnelle de la vieille France, celle de François 1<sup>er</sup>, de Richelieu, de Mazarin, de Louis XIV qui consistait à diviser l'Italie, à diviser l'Allemagne pour les affaiblir et les dominer<sup>69</sup> ». De la Révolution jusqu'à Napoléon III, elle est inconséquente et hypocrite, s'empêtrant dans la contradiction entre, d'une part, la proclamation haut et fort du principe révolutionnaire des nationalités, c'est-à-dire du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et, d'autre part, la violation continue de ce principe par l'invasion réitérée des pays voisins : « La Révolution française, idéaliste d'abord, puis conquérante et oppressive, avait contribué doublement à susciter l'unité allemande: en proclamant le droit des nations et en le violant<sup>70</sup> ».

Après avoir atteint un paroxysme au cours des guerres napoléoniennes, l'arrogance française se raviva sous Louis-Philippe lors de la crise de 1840. À la suite d'une défaite diplomatique en Orient, la France humiliée réclama la rive gauche du Rhin occupée pendant la Révolution et attribuée à la Prusse en 1815. Elle remettait ainsi sciemment en question les traités de 1815. Cela déclencha en Allemagne une vague de protestation patriotique car les vieilles peurs allemandes de l'envahisseur français ressurgirent. Thiers, alors ministre des Affaires étrangères, faisait partie de ceux qui exigeaient le plus vigoureusement le retour de la rive gauche du Rhin à la France, se référant à la notion d'équilibre européen qui avait inspiré durant des siècles la politique extérieure française. Officiellement, il ne se serait toujours agi pour la France que « d'assurer "l'équilibre européen" en s'alliant contre toute puissance dominatrice et menaçante aux puissances menacées<sup>71</sup> ».

68. *Ibid.*, p. 28.

69. *Ibid.*, p. 65.

70. *Ibid.*, p. 65.

71. *Ibid.*, p. 66.

Jaurès démasque ce principe français d'équilibre européen comme ne servant qu'à dissimuler la volonté hégémonique de la France en Europe : « Ce que M. Thiers [...] appelle la politique de l'équilibre n'est que la succession violente de tentatives de domination universelle<sup>72</sup> ».

Que le libéral Thiers fasse grand cas d'une idée d'Ancien Régime prouve, pour Jaurès, de façon exemplaire la continuité de la politique étrangère française. D'ailleurs Jaurès tient à insister sur la responsabilité particulière de Thiers dans le déclenchement de la guerre de 1870 et, au-delà, dans la tension internationale entre 1871 et 1908 : « Grande est la responsabilité de M. Thiers. Son chauvinisme à courte vue et sa pensée surannée, son conservatisme européen, têtu, étroit et infatué sont pour beaucoup dans les désastres de la France et dans le régime d'universelle défiance et de militarisme exaspéré où l'Europe s'épuise depuis quarante ans<sup>73</sup> ». Après la victoire de la Prusse contre l'Autriche en 1866, la France réclama en effet à nouveau la rive gauche du Rhin comme prix de sa neutralité.

En juillet 1870, le ministre des Affaires étrangères, Gramont, incarnait l'arrogance française séculaire vis-à-vis de l'Allemagne. Du début à la fin du drame diplomatique qui devait mener à la guerre, sa seule et unique motivation a été selon Jaurès « le même orgueil haineux, le même dessein d'infliger à la Prusse une blessure éclatante et envenimée<sup>74</sup> ». Comme nous l'avons déjà constaté pour Thiers, la critique que Jaurès fait de l'arrogance de la politique française en général n'épargne ni les libéraux ni surtout les républicains. Il consacre des pages à analyser l'attitude de Jules Favre, qui fut d'abord contre, puis pour l'unité allemande<sup>75</sup>, ainsi que celle d'Émile Ollivier qui, certes, républicain, s'était toujours déclaré en faveur de l'unité allemande, mais qui ignora sciemment la « question allemande » lorsqu'il se retrouva à la tête du gouvernement impérial le 2 janvier 1870<sup>76</sup>.

Jaurès critique tout particulièrement Gambetta, preuve d'impartialité puisqu'il a été l'un de ses plus fervents admirateurs. Il lui reproche son chauvinisme : « D'origine italienne, de culture romaine et classique, il était tout latin ; il ne savait rien des choses de la Germanie. Comme

72. *Ibid.*, p. 68.

73. *Ibid.*, p. 94.

74. *Ibid.*, p. 186.

75. *Ibid.*, p. 107-125.

76. *Ibid.*, p. 127-148.

son congénère Blanqui, il ignorait la culture allemande, et il avait, sinon la haine, du moins la méfiance de la Prusse. Il était de ceux qui avaient vu dans Sadowa, non pas par esprit de polémique contre l'Empire, mais par une profonde susceptibilité nationale, une diminution pour la France<sup>77</sup> ». Lorsque la guerre franco-allemande éclata, il était normal pour lui que la France remporte la victoire et reprenne à la Prusse la rive gauche du Rhin : « il préparait pour un éditeur une brochure où il exposerait selon quelles règles de droit devaient être administrées les populations de la rive gauche du Rhin qui allaient être infailliblement enlevées à l'Allemagne<sup>78</sup> ». Comme tous les Français chauvins, il souhaitait finalement une grande guerre nationale pour « vider la question de la prépondérance entre la race française et la race germanique<sup>79</sup> ». Gambetta reprochait seulement à Napoléon III d'avoir choisi pour faire la guerre un aussi futile prétexte (la candidature Hohenzollern au trône d'Espagne) qui n'aurait pas été pas à la hauteur de l'enjeu. Ainsi, selon Jaurès, « Gambetta a fait le jeu du parti de la guerre<sup>80</sup> ».

Jaurès s'indigne d'une telle alliance de républicanisme et de bellicisme qui lui paraissent s'exclure l'un l'autre : « on se demande avec épouvante s'il n'aurait pas conçu avant tout le gouvernement républicain comme un gouvernement d'offensive nationale contre l'Allemagne, et si l'Empire, en déclarant la guerre, n'a pas épargné à la République la crime et la folie de la déclarer<sup>81</sup> ». Au cours des funestes journées de juillet 1870, l'arrogance française traditionnelle s'est muée en un chauvinisme marqué qui a également aveuglé toutes les couches de la population française, ce que montre exemplairement la commission parlementaire mise immédiatement en place pour examiner de plus près le dossier diplomatique, mais qui ne demanda aucun compte au ministre des Affaires étrangères Gramont et crut aveuglément toutes ses déclarations : « Les commissaires n'insistèrent pas et ils retinrent comme acquis que, dès le premier jour, M. de Gramont avait demandé au roi de Prusse l'engagement pour l'avenir de ne plus permettre une candidature Hohenzollern. Voilà le châtement des pays qui s'abandonnent, et qui croient que l'aveuglement est une part nécessaire de

77. *Ibid.*, p. 213-214.

78. *Ibid.*, p. 214.

79. *Ibid.*, p. 235. Jaurès cite un extrait d'un discours de Gambetta.

80. *Ibid.*, p. 230.

81. *Ibid.*, p. 235.

patriotisme<sup>82</sup> ». En dénonçant l'aveuglement chauvin de 1870, Jaurès vise bien sûr aussi le nationalisme exacerbé de 1908. Vu la germanophobie ambiante dans la France de cette époque, la façon qu'a Jaurès de plaider pour l'Allemagne, de demander à ses compatriotes de se mettre à la place d'Allemands humiliés pendant des siècles par des Français arrogants, est absolument unique en son genre. Quel autre historien français de l'époque était capable d'un tel changement de perspective historique ? « Il faut rendre justice aux Allemands, c'est que les sentiments qu'ils nous témoignent leur sont généralement inspirés par le souvenir et la crainte des invasions dont leur pays a été le théâtre<sup>83</sup> ».

La guerre n'aurait jamais éclaté, selon Jaurès, si la France avait tout mis en œuvre pour dissiper la méfiance allemande au lieu de l'attiser. Jaurès va jusqu'à excuser Bismarck d'avoir achevé l'unité allemande par la force militaire. Il relativise en effet la manière de faire du chancelier allemand en rappelant que la France elle-même, comme toute nation de façon générale, est née dans la violence. La France aurait donc dû faire preuve d'indulgence et attendre patiemment les progrès de la démocratie dans une Allemagne unie : « La démocratie française était tenue d'appliquer à l'histoire allemande la même philosophie, les mêmes règles du jugement qu'elle appliquait à l'histoire de tous les peuples et à la sienne propre. Or, elle acceptait l'histoire de la France avec la part de violence militaire, d'arbitraire monarchique, de dictature révolutionnaire qui avait préparé ou scellé l'unité de la nation. Elle ne jugeait pas la France à jamais incapable de démocratie et de liberté parce qu'une force de conquête et d'absolutisme était à la racine de la nation<sup>84</sup> ».

Toutefois, Jaurès plaide parallèlement pour la France en dévoilant ce qui est au cœur de son arrogance. Le rayonnement du pays, du fait de l'extrême concentration du pouvoir dans les mains des rois, a été durant des siècles tellement fort que les Français ont fini par s'imaginer être le centre du monde : « La première des nations de l'Europe occidentale, elle avait été organisée, et sa force concentrée avait été par là même une force rayonnante, rayonnement de puissance, rayonnement d'orgueil, rayonnement de pensée, rayonnement de générosité, rayonnement de violence, les Croisades, la catholicité française du treizième siècle, la primauté insolente et radieuse de Louis XIV, l'universalité de

82. *Ibid.*, p. 228.

83. *Ibid.*, p. 59.

84. *Ibid.*, p. 42.

l'Encyclopédie, la Révolution des Droits de l'Homme, enfin l'orage napoléonien qui fécondait l'Europe en la bouleversant. La France s'était habituée à être le centre de l'histoire européenne [...]. Elle ne discernait plus son intérêt de l'intérêt du monde, son orgueil de sa générosité<sup>85</sup>. » Lorsque, au XIX<sup>e</sup> siècle, les Allemands et les Italiens ont voulu eux aussi se constituer en nations selon le modèle français, la France a craint de perdre en Europe son originalité et sa prépondérance : « Son droit d'aînesse européen allait lui échapper; son privilège d'unité allait se communiquer à d'autres; son instinct de conservation s'inquiétait et son orgueil d'idéalisme souffrait comme sa vanité de domination<sup>86</sup>. »

Cette arrogance de la France fit qu'elle méconnut au XIX<sup>e</sup> siècle la mentalité allemande moderne. Elle sous-estima l'Allemagne de façon impardonnable. Les Français considéraient leurs voisins comme des idéalistes désincarnés indifférents au pouvoir politique. Ils n'ont pas compris la particularité des Allemands depuis le début du XIX<sup>e</sup> siècle qui sont d'un côté idéalistes et passionnés, d'un autre côté pragmatiques. Jaurès explique cette appréciation erronée de la mentalité allemande moderne par la méconnaissance en France de la philosophie allemande dont le principal effort a tendu à concilier idéalisme et réalisme (tentative qui marque d'ailleurs également l'œuvre politique, historique et philosophique de Jaurès). C'est, nous dit-il dans un magnifique aperçu, la caractéristique principale de la philosophie de Hegel : « À vrai dire, si la France avait scruté plus profondément la pensée allemande, elle aurait vu que son idéalisme n'était ni abstrait, ni vain, qu'il s'alliait au contraire à un sens très précis de la réalité, ou plutôt qu'il était l'effort immense de l'esprit pour élever à sa hauteur toute la réalité. Hegel avait dit : "Il ne faut pas s'élever du monde à Dieu, il faut élever le monde à Dieu", c'est-à-dire saisir l'idée de l'univers sans abandonner jamais la réalité immédiate<sup>87</sup>. »

Les intrigues de Bismarck

Si Jaurès insiste particulièrement sur la responsabilité de la France dans le déclenchement de la guerre, le chancelier Bismarck et son roi, Guillaume 1<sup>er</sup> de Prusse, ne sont pas pour autant présentés comme étant totalement innocents, même si Jaurès consacre beaucoup moins de pages à la responsabilité prussienne. Il parle de Bismarck comme du « grand

85. *Ibid.*, p. 17-18.

86. *Ibid.*, p. 18.

87. *Ibid.*, p. 16.

manipulateur<sup>88</sup> » et de « son intrigue profonde<sup>89</sup> ». Cela ne l'empêche pas de faire un portrait très nuancé du chancelier dont le « génie politique » a consisté selon lui à savoir exactement ce qu'il voulait, à savoir réaliser l'unité allemande sous la férule de la Prusse, sans privilégier *a priori* une façon d'y arriver plutôt qu'une autre : « Ce qui fait le génie politique de Bismarck, c'est qu'il n'était ni buté ni flottant, ni exclusif de ses moyens ni irrésolu. À la différence de Napoléon III, il savait toujours exactement où il allait. » Puis Jaurès trouve une de ces formules qui font mouche et dont il a le secret : « Ce n'était pas précisément une pratique de duplicité, mais plutôt, si je puis dire, une politique de multiplicité<sup>90</sup>. »

Mais la machination bismarckienne n'aurait jamais pu se déployer sans l'arrogance française. Lorsque l'Espagne proposa le trône d'Espagne à un Hohenzollern, Bismarck s'attendait en effet à l'exacerbation de la susceptibilité nationale de la France et par conséquent à ce que celle-ci prenne l'initiative de l'agression, ce qui exacerberait à son tour le sentiment national des Espagnols et des Allemands. Bismarck pourrait alors se présenter aux yeux du monde comme le chef d'une guerre nationale juste menée contre l'agresseur français et réaliser l'unité allemande sous domination prussienne sans être obligé de faire des concessions aux revendications démocratiques du peuple allemand. Comme Bismarck l'avait prévu, la France tomba d'ailleurs lourdement dans le piège qui lui était tendu : « Ah ! Oui ! M. de Bismarck avait bien su ce qu'il faisait. Il avait, en psychologue avisé, bien calculé la puissance du ressort qu'il mettait en jeu ! La réaction du sentiment national était si vive que les esprits perdaient toute mesure, [...] le grand machinateur avait compté précisément sur l'énervement d'un peuple, plus encore défié que menacé<sup>91</sup>. »

En réalité, la responsabilité française et la responsabilité allemande dans le déclenchement de la guerre sont inextricablement mêlées l'une à l'autre, et Jaurès, au nom de la vérité, précise la part qui revient expressément à Guillaume 1<sup>er</sup> et Bismarck. Ces derniers ont, dans leurs communications écrites destinées à l'opinion publique internationale, intentionnellement simplifié la teneur des entretiens entre Guillaume et l'ambassadeur français en Prusse (Benedetti) qui ont en juillet 1870

88. *Ibid.*, p. 178.

89. *Ibid.*, p. 166.

90. *Ibid.*, p. 90.

91. *Ibid.*, p. 178.

directement précédé la guerre, simplification destinée à provoquer encore plus la France et à déchaîner ainsi le conflit : « Tout à l'heure, M. de Bismarck, pour communiquer l'incident aux ambassadeurs et aux journaux, simplifiera encore le texte Abeken<sup>92</sup> ; mais déjà ce texte même était une simplification de la réalité, il en accentuait le caractère dans le sens de la guerre, et si ce procédé qui consiste à simplifier pour brutaliser est "un faux", le faux d'Ems a commencé dans le cabinet du Roi, sous la main du Roi lui-même<sup>93</sup>. »

Dans la tristement célèbre dépêche d'Ems envoyée par Abeken à Bismarck, puis dans le résumé de cette dépêche adressée par Bismarck aux ambassadeurs et à la presse, la simplification consistait à représenter comme étant de plus en plus abrupt le refus du roi de Prusse d'accepter les exigences (fort arrogantes) de l'ambassadeur de France (Guillaume devait s'engager à ne jamais dans l'avenir donner son assentiment à une éventuelle nouvelle candidature Hohenzollern au trône d'Espagne). Jaurès indique que le roi et son chancelier ont sciemment accentué le ton cassant adopté par Guillaume face au représentant officiel de la France en Prusse, manipulant ainsi avec de simples mots l'opinion publique allemande et internationale.

Le manque de démocratie en France et en Allemagne

Selon Jaurès, l'arrogance française et l'intrigue allemande n'auraient jamais pu se déployer comme elles l'ont fait si, entre la Révolution de 1848 et 1870, la démocratie avait fait des progrès aussi bien en Allemagne qu'en France. Démocrate dans l'âme, Jaurès explique en effet la guerre franco-allemande par l'échec de cette révolution dans les deux pays : « de la contre-révolution européenne de 1849 et 1850 sortira la fatalité de la guerre<sup>94</sup> ». Jaurès se défie du sentiment national « brut » non tempéré, non purifié par les valeurs démocratiques : « Ainsi la démocratie, par sa seule idée, épure la passion nationale et donne, dans les âmes, une forme nouvelle à la passion antique de la grandeur<sup>95</sup> » Selon Jaurès, une Allemagne démocratique et une France démocratique n'auraient jamais pu se faire la guerre : « Si donc, en 1848, la Révolution avait décidément triomphé

92. Abeken : l'intermédiaire entre Guillaume et Bismarck.

93. *Ibid.*, p. 222.

94. *Ibid.*, p. 26.

95. *Ibid.*, p. 24.

par la pleine victoire de la démocratie en France et en Allemagne, les deux peuples, malgré les rancunes et les haines du passé, auraient scellé sans doute le pacte d'alliance définitive<sup>96</sup> ». Mais comme ce sont les forces réactionnaires qui, avec Napoléon III en France et avec les nombreux potentats locaux en Allemagne, ont triomphé, elles ont favorisé dans les deux pays ce patriotisme « brut » qu'elles pouvaient manipuler à volonté. La France et l'Allemagne ont alors préféré voir chacune dans leur voisin respectif l'ennemi traditionnel plutôt que l'ami en puissance : « Mais la Révolution européenne avorte dans les deux pays. La liberté est supprimée en France par le coup d'État napoléonien [...]. L'Allemagne, après une grande espérance d'unité et de liberté, retombe divisée et serve, sous le joug de puissances multiples. Du même coup, le malentendu entre les deux peuples s'aggrave, toutes les blessures anciennes s'élargissent et s'enveniment<sup>97</sup>. »

C'est donc l'alliance funeste du patriotisme et du despotisme qui a conduit à la guerre. Comme le Second Empire ne voulait pas satisfaire l'aspiration de bien des Français à plus de démocratie, il devait faire la guerre à la Prusse et à l'Allemagne pour redorer son blason sur le terrain hautement émotionnel du patriotisme. Napoléon III a fait la guerre pour faire oublier aux Français qu'ils étaient mécontents de l'Empire. Le patriotisme français a souvent visé à défendre, voire (trop) souvent à consolider par des guerres de conquête la nation qui était depuis longtemps une réalité. En revanche, le patriotisme allemand visait en 1870 à d'abord constituer la nation allemande. Les révolutionnaires allemands de 1848 voulaient à la fois l'unité nationale et la démocratie. Après l'échec de la révolution, ils durent réduire leur ambition à la réalisation de l'unité nationale et, selon Jaurès, c'est bien cela le drame des patriotes allemands. Pour réaliser cette unité allemande tant désirée, ils sont malheureusement tributaires d'une Prusse qui est tout le contraire d'une démocratie : « C'est la fatalité de ce drame ambigu que la Prusse, même quand elle fait violence à l'Allemagne, sert une profonde passion allemande, et si la France, l'Angleterre, la Russie demandaient des comptes à la Prusse, toute l'Allemagne verrait dans la Prusse, même égoïste et brutale, le représentant de l'indépendance et de la puissance allemandes<sup>98</sup>. »

96. *Ibid.*, p. 24.

97. *Ibid.*, p. 25.

98. *Ibid.*, p. 108.

D'ailleurs, Bismarck a misé à fond sur la carte nationale lors de la crise franco-allemande de l'été 1870 dont il s'est servi pour réaliser l'unité allemande sous contrôle prussien, c'est-à-dire sans véritable démocratie : « Ainsi les deux nations qui, à l'état de vérité démocratique, se seraient réconciliées et apaisées, ne seront plus que deux mensonges vivants, deux contrefaçons de démocratie se heurtant par la violence et la ruse<sup>99</sup>. » L'insistance de Jaurès sur le manque de démocratie comme cause principale de la guerre franco-allemande montre que l'étude historique n'est pour lui qu'une occasion de se pencher sur des questions politiques universelles qui en 1908, année de la rédaction de l'œuvre, étaient toujours d'une actualité brûlante, à savoir le patriotisme étroit et le despotisme dont le mélange est hautement explosif, nous dit Jaurès en considérant combien sont tendues les relations entre la France et l'Allemagne depuis la première crise marocaine de 1905 et combien l'Empire de Guillaume II ne pratique qu'une démocratie de façade : « c'est un lourd amalgame de monarchie, de féodalisme, de démocratie subordonnée et de parlementarisme à demi illusoire; une sorte de chaos figé dont aucun frisson de liberté n'ébranle la confuse et pesante hiérarchie<sup>100</sup>. »

Le patriotisme étroit dont la France a souvent fait preuve au cours de son histoire est totalement opposé à l'idée que Jaurès se fait d'un patriotisme ouvert capable de respecter le patriotisme des nations voisines. Quant au despotisme, qui a caractérisé la France jusqu'en 1870 et caractérise encore l'Allemagne en 1908, il va de soi qu'il est aux antipodes de l'idéal démocratique de Jaurès. En prenant l'exemple de la guerre de 1870, il cherche à attirer l'attention des Français de 1908 sur les dangereuses erreurs commises alors, ceci afin d'éviter un nouveau conflit franco-allemand dont il pressent l'horreur et qui projette son ombre sur l'œuvre que nous allons maintenant commenter.

### ***L'Armée nouvelle (1911)***

C'est le plus connu et le plus volumineux des trois livres de Jaurès examinés ici. Publié en 1911, il était déjà achevé fin 1910. Il s'agissait en effet du commentaire d'un projet de loi concernant l'organisation de l'armée que Jaurès avait présenté le 14 novembre 1910. En 1992,

99. *Ibid.*, p. 26.

100. *Ibid.*, p. 103.

Jean-Noël Jeanneney a réédité le livre et rappelé dans sa présentation que *L'Armée nouvelle* avait été conçue par Jaurès comme devant être « le premier volet d'une réflexion globale sur l'organisation socialiste d'une France future<sup>101</sup>. »

Jeanneney souligne d'un ton légèrement réprobateur « sa composition plus baroque que classique, l'auteur n'ayant pas toujours pris le temps de faire court et multipliant les digressions<sup>102</sup> ». Mais on peut objecter que l'intérêt du livre réside précisément dans ces longueurs et ces digressions historiques et philosophiques transformant ce qui aurait pu être un aride traité militaire en un recueil de profondes réflexions sur l'humanité. Du point de vue jaurésien de l'unité de l'être, le côté « baroque » de l'œuvre devient l'alliance unique des trois faces de Jaurès : le militant socialiste, l'historien et le penseur. Dans la thèse complémentaire, c'est le penseur qui occupait le premier plan. Dans *La Guerre franco-allemande*, l'historien. Dans *L'Armée nouvelle*, c'est le militant. Mais, dans aucune des trois œuvres, la face principale ne cache les deux autres.

Dans *L'Armée nouvelle*, Jaurès traite trois sujets principaux qui lui tiennent particulièrement à cœur et autour desquels se cristallisent toutes les « digressions » : la défense française en 1910, l'essence du capitalisme, l'essence de la nation. Mais en traitant ces trois sujets, Jaurès s'occupe aussi indirectement de l'Allemagne et, inlassablement, plaide pour qu'on ne simplifie jamais la réalité, allemande en particulier. L'Allemagne constitue la toile de fond du livre, même si elle n'en constitue pas le sujet explicite comme dans la thèse complémentaire et *La Guerre franco-allemande*. Mais la possibilité en 1910 d'un nouveau conflit franco-allemand constitue l'arrière-plan du projet de loi présenté par Jaurès pour réorganiser l'armée française. Sa crainte d'une nouvelle guerre, Jaurès l'exprime explicitement et avec émotion : « si s'ouvrait l'horrible drame qui hante les esprits, si la France et l'Allemagne se trouvaient de nouveau aux prises<sup>103</sup> » Jaurès ne traite aucun des trois sujets principaux de l'ouvrage sans se référer à l'Allemagne d'une façon ou d'une autre. Il compare le système allemand et le système français de défense nationale, s'occupe en profondeur du penseur prussien Clausewitz et de sa philosophie de la guerre, appuie sa réflexion sur le capitalisme et la nation sur celle des

101. *L'Armée nouvelle*, op. cit. (note 4), p. 7.

102. *Ibid.*, p. 9.

103. *Ibid.*, p. 530-531.

philosophes allemands, explicitement sur la pensée de Marx, d'Engels et de Lassalle, implicitement sur celle de Hegel, et puise enfin de nombreux exemples dans l'histoire allemande.

Critique d'une conception simplificatrice de la défense nationale  
(en France et en Allemagne)

Dans *L'Armée nouvelle*, Jaurès, le pacifiste, se préoccupe de préparatifs de guerre, mais le pacifisme de Jaurès a toujours été un pacifisme réaliste qui, au besoin, saurait prendre les armes. Mettant tout en œuvre pour préserver la paix en Europe, si, malgré tous ces efforts, la guerre franco-allemande devait avoir lieu, il plaide pour que soit énergiquement défendue la patrie française. Là encore, sa fidélité au principe essentiel de l'unité de l'être lui permet de concilier pacifisme et défense nationale en privilégiant l'un ou l'autre selon les circonstances, même si ce n'est que contraint et forcé qu'il s'occupe ici de questions militaires : « c'est cette espérance de la paix [...] qui me soutient, je l'avoue, à travers les hypothèses de guerre que je suis contraint d'agiter<sup>104</sup> ». Jaurès reconnaît que les choses militaires font, en 1910 particulièrement, effectivement partie de la vie : « l'ordre militaire, inséparable de toute la pensée et de toute la vie<sup>105</sup> ».

Jaurès soutient l'idée d'une nation armée, c'est-à-dire d'une armée qui, en cas de guerre, serait capable d'intégrer à côté des militaires de métier tous les soldats de réserve. En outre, il soutient une stratégie extrêmement flexible qui peut être offensive ou défensive selon les circonstances, qui ne se décide jamais *a priori* définitivement pour une tactique plutôt que pour une autre. Ces deux souhaits de Jaurès sont à la base de toutes ses réflexions critiques concernant la défense nationale française (et allemande), par exemple des trois reproches de simplification qu'il fait aux officiers français et allemands.

Après la défaite de la France en 1870-1871, bien des militaires français pensaient qu'il fallait s'inspirer de la stratégie des vainqueurs. Mais Jaurès le déconseille vivement car, pour lui, adopter tel quel le « modèle allemand » reviendrait à rompre avec la tradition de la démocratie française, du « génie français ». En effet, l'Allemagne de Guillaume II mise prioritairement sur une armée de métier, sur une armée de caserne, et exclut donc autant que faire se peut la réserve de

104. *Ibid.*, p. 181.

105. *Ibid.*, p. 112.

la défense nationale. Le principe allemand postulant la supériorité d'une armée de métier est opposé au principe français, issu de la Révolution de 1789, selon lequel la nation armée doit faire appel à toutes ses réserves : « Bien loin que la France doive se laisser entraîner par l'exemple de l'Allemagne à concentrer sa force militaire dans son "armée de caserne" et à dédaigner ses réserves ou à ne les utiliser qu'imparfaitement, elle doit au contraire développer sa constitution militaire selon ses tendances, son génie propres, c'est-à-dire selon la loi idéale d'une pleine démocratie pleinement pacifique : elle doit élever toutes ses réserves à être la grande et véritable armée active<sup>106</sup>. » Imiter le système allemand militariste de défense signifierait une atrophie des valeurs démocratiques françaises, avertit Jaurès : « l'irréparable désastre de l'esprit de la France comme de son indépendance nationale, ce serait d'être une impuissante contrefaçon de l'Allemagne militaire ; la première et essentielle revanche, prélude de toutes celles qui suivront sans violence et par la seule force du droit, c'est de libérer des prises du militarisme allemand la pensée française<sup>107</sup>. »

Le patriote Jaurès, qui met ici en garde contre l'imitation servile d'une Allemagne sans tradition démocratique des Français désemparés après la défaite de 1870, sait toutefois aussitôt prévenir toute interprétation étroitement nationaliste de ses propos en soulignant qu'il existe pour lui deux Allemagnes bien différentes : « Il y a deux Allemagnes, l'Allemagne nationale et enthousiaste de 1812 et 1813, l'Allemagne hiérarchique et féodale d'aujourd'hui. La première, meurtrie, blessée par le despotisme napoléonien, s'est sauvée par une armée de *landwehr*, beaucoup plus semblable à une armée de milices qu'à une armée de caserne, [...] cette armée de réserve, qui affranchit l'Allemagne et brisa la puissance de Napoléon<sup>108</sup>. » L'Allemagne de 1910 semble à Jaurès n'être que le double atrophié de l'Allemagne de 1812-1813 qu'il présente comme un exemple parfait, auquel il consacre plusieurs pages, de la puissance de choc d'une nation qui a appliqué le principe de la nation armée, du peuple en armes. L'autoritaire Allemagne wilhelminienne a rompu avec la grande tradition du soulèvement national qui avait fait appel au peuple tout entier. En ne misant plus sur la réserve, mais uniquement sur l'armée de métier, ce qui équivaut à un affaiblissement de la combativité

106. *Ibid.*, p. 98.

107. *Ibid.*, p. 98.

108. *Ibid.*, p. 95.

allemande, les dirigeants actuels manifestent, nous dit encore Jaurès, leur méfiance vis-à-vis de leur peuple dont une partie votait alors social-démocrate : « après tout, il se peut que pour l'Allemagne même, cette primauté aggravée de l'active, cette rupture décidée avec la grande tradition nationale de 1812 soit un signe d'affaiblissement militaire [...]. Tenir la force armée de l'Empire en vase clos, pour la préserver d'innombrables germes socialistes qui flottent dans l'air, ce n'est peut-être pas la meilleure préparation à la guerre, ou, tout au moins, à la victoire<sup>109</sup>. »

Selon Jaurès, l'État-major de Guillaume II s'est rendu coupable (seconde simplification) d'avoir appauvri également sur le plan stratégique la tradition militaire des guerres de libération nationale en privilégiant systématiquement l'offensive alors que les stratèges allemands de 1812-1813 avait d'abord prudemment pratiqué la défensive avant de pouvoir victorieusement passer à l'offensive lors de la bataille de Leipzig où Napoléon, qui avait toujours privilégié la seule offensive, subit une lourde défaite. Celui qui, aux yeux de Jaurès, symbolise le mieux la stratégie très flexible des militaires allemands en 1812-1813, c'est Clausewitz dans son traité *De la guerre*. S'inspirant de la stratégie napoléonienne, il n'a cependant jamais recommandé la seule offensive. En effet, Clausewitz était l'ennemi des opinions toutes faites, comme Jaurès qui apprécie en lui une âme sœur. Pour l'Allemand et le Français, l'unique clé du succès, c'est de savoir s'adapter aux différentes situations : « l'effort du théoricien allemand n'est pas d'imposer aux esprits un plan tout fait, mais de dégager de la complexité des faits des règles d'action qui permettent d'obtenir, dans une hypothèse donnée, le plus grand effet possible. Autant il met en lumière l'efficacité de l'offensive et les moyens de la porter au maximum, autant il s'élève contre le parti pris théorique et abstrait de l'offensive, qui semble hanter à nouveau beaucoup de nos théoriciens militaires séduits par une fausse hardiesse de pensée<sup>110</sup>. » En misant tout sur l'offensive éclair d'une armée de métier, les stratèges allemands de 1910 ont donc, selon Jaurès, trahi la pensée stratégique très nuancée de Clausewitz auquel ils se réfèrent pourtant volontiers.

La troisième simplification dont se rendent coupables aux yeux de Jaurès militaires français aussi bien qu'allemands, c'est d'admirer aveuglément les uns et les autres Napoléon 1<sup>er</sup> ou plutôt, estime Jaurès, une image très simplifiée de l'empereur. D'une part, en effet, Napoléon ne peut abso-

109. *Ibid.*, p. 97.

110. *Ibid.*, p. 141.

lument pas servir de modèle, ni sur le plan militaire, puisqu'il a été battu par les alliés, ni sur le plan politique, qui est évidemment celui qui importe pour Jaurès. Napoléon a utilisé au service de son ambition personnelle les forces démocratiques éveillées dans le peuple français par la Révolution. Jaurès en profite pour critiquer l'Allemagne wilhelminienne en la comparant à la France napoléonienne car Bismarck s'est lui aussi servi de l'aspiration révolutionnaire du peuple allemand à l'unité nationale pour établir la domination sur l'Allemagne d'une Prusse despotique : « les Hohenzollern n'ont pu d'ailleurs réaliser la grande unité allemande et prendre la couronne d'Empire qu'en flattant et captant à leur profit la force révolutionnaire de la démocratie. Mais pour eux comme pour Napoléon, elle n'est pas une idée; elle est un fait qu'on utilise, qu'on exploite et qu'on limite. [...] L'Empire allemand est donc un compromis de la force historique prussienne des Hohenzollern et de la force historique de la Révolution, comme l'empire bonapartiste fut un compromis de la tradition monarchique romaine et de la Révolution française abaissée à n'être plus un principe, mais une force qu'on subordonne et qu'on s'approprie <sup>111</sup>. » L'empire napoléonien et l'empire wilhelminien sont des constructions « bâtardes » mi-despotiques, mi-démocratiques.

D'autre part, écrit Jaurès, militaires français et allemands ont tort de vanter l'originalité de la stratégie napoléonienne du mouvement à tout prix misant sur des attaques hardies, rapides et concentrées, car ce n'est pas Napoléon qui l'a inventée. Plus de cent ans avant lui, elle était déjà pratiquée par Turenne dont la devise était : « Faire peu de sièges et donner beaucoup de combats <sup>112</sup> ».

Ici, Jaurès donne deux exemples allemands, Turenne ayant appliqué avec succès sa méthode pendant la Guerre de Trente Ans et la campagne d'Alsace menées contre l'empereur du Saint Empire romain germanique : « c'est par une suite de coups hardis que Turenne oblige l'empereur à signer la paix de Westphalie, qui assurait tant d'avantages à la France. En des marches audacieuses, il avait, avec une douzaine de mille hommes, occupé Stuttgart, rançonné Nuremberg, menacé Vienne [...]. Il déplorait tout ce qui pouvait alourdir la marche de l'armée. [...] Dans la belle et si émouvante campagne d'Alsace de 1674, quelle admirable combinaison de la prudence avisée qui utilise le terrain et des mouvements audacieux et imprévus, qui déconcertent

111. *Ibid.*, p. 139.

112. *Ibid.*, p. 119.

l'adversaire<sup>113</sup> ! » Ce qui frappe ici, c'est combien Jaurès est attaché à cette Alsace qui avait voulu devenir française malgré sa « culture » allemande. Elle est ainsi pour lui le symbole d'une conception non ethnique de la nation sur laquelle nous reviendrons : « ce beau drame de pensée et de volonté française qui toujours, je l'avoue, quand je me le représente à nouveau, me fait battre le cœur<sup>114</sup> ».

Les considérations de Jaurès sur la défense nationale en France et en Allemagne sont donc autant de critiques adressées aux militaires des deux pays qui, selon lui, simplifient la réalité historique pour qu'elle coïncide avec leurs idées préconçues : « j'ai peur, à lire les formules de nos récents écrivains militaires, qu'un dogmatisme tranchant et abstrait et une sorte de pédantisme napoléonien n'appauvrissent pour eux les leçons variées de la vie, les multiples émotions et les enseignements presque infinis de l'histoire [...]. Il n'y a jamais, dans l'histoire, de recommencements absolus<sup>115</sup>. » Pareil refus du dogmatisme caractérise aussi les réflexions de Jaurès sur le capitalisme où il est également souvent question de l'Allemagne.

Critique d'une conception simplificatrice du capitalisme  
(la Réforme et les débuts du capitalisme, Marx)

Outre la défense nationale, le capitalisme et la bourgeoisie se trouvent aussi au centre de *L'Armée nouvelle* et constituent le sujet de tout le long chapitre X (« Le ressort moral et social. L'armée, la patrie et le prolétariat ») où Jaurès, une fois de plus, s'avère être un socialiste non dogmatique sachant reconnaître les bons côtés du capitalisme. Mais s'occuper du capitalisme, cela signifie pour Jaurès doublement s'occuper de l'Allemagne car, d'une part, le capitalisme moderne est apparu dans l'Allemagne de la Réforme luthérienne, et, d'autre part, en 1910, aucune analyse du capitalisme ne pouvait se permettre d'ignorer le penseur allemand Karl Marx.

Là encore, Jaurès refuse toute simplification de la « complexité des faits » bien qu'il eût facilement pu faire comme la plupart des socialistes de son époque et diaboliser les capitalistes. Mais cette image essentiellement négative du capitalisme est dû, nous dit Jaurès, à une interprétation trop étroite de Marx : « les socialistes qui, trop souvent,

113. *Ibid.*, p. 118-119.

114. *Ibid.*, p. 121.

115. *Ibid.*, p. 121.

sous l'inspiration de Marx étroitement interprété, n'ont vu dans toute l'action politique et sociale de la bourgeoisie qu'un machiavélisme raffiné, qui est incompatible avec le large fonctionnement de l'activité humaine et qui suppose en la classe bourgeoise une homogénéité d'intérêts, une unité de dessein, une concentration de conscience et de pensée, une continuité de délibération et de vouloir, une aisance et une rapidité de mouvement tout à fait contraires à la nature même de la bourgeoisie, puissance anarchique et diffuse. Ce n'est pas d'une formule sommaire qu'on peut définir et juger son action<sup>116</sup>. »

Jaurès était depuis longtemps familier de la pensée de Marx puisque, dès 1889, il avait lu *Le Capital*. Il n'a jamais caché tout le respect que lui inspirait l'œuvre puissante de Marx<sup>117</sup> et le manifeste encore ici en parlant du Marx du *Capital* comme du « grand écrivain » et du « grand réaliste implacable<sup>118</sup> », bien que le reproche qu'il fait au Marx vieillissant résonne dans l'adjectif « implacable » : « Marx n'a pas suffisamment reconnu la part de bonne foi humaine, la sincérité d'enthousiasme moral et social qui a soutenu, à certaines heures, et soulevé la bourgeoisie<sup>119</sup>. » Jaurès estime en effet que le philosophe allemand a intentionnellement outré les aspects négatifs de la bourgeoisie : « Marx, qui n'a jamais consenti à être dupe, a accumulé dans *Le Capital* les traits d'égoïsme répugnant, les violences sournoises, les voleries d'atelier, les tricheries de boutique, les artifices frauduleux, les gaspillages de force vitale ouvrière par lesquels la bourgeoisie manufacturière a accru ses profits et préparé son empire<sup>120</sup>. » Il a ainsi accepté de « simplifier pour brutaliser ».

Mais Jaurès nous précise que, dans ses œuvres de jeunesse, Marx avait donné une image beaucoup plus nuancée de la bourgeoisie capitaliste. Combinant profondeur et expressions imagées, comme lui seul sait le faire, Jaurès écrit : « dans *Le Manifeste communiste* il avait marqué plus fortement la grandeur de l'œuvre bourgeoise, la puissance d'action révolutionnaire de la bourgeoisie brisant tous les anciens cadres, dissolvant tous les vieux pouvoirs et toutes les vieilles croyances,

116. *Ibid.*, p. 416.

117. Sur les rapports de Jaurès à Marx et au marxisme, on peut lire avec fruit l'étude que Madeleine Rebérioux leur a consacrée (p. 355-439) reprise dans *Parcours engagés dans la France contemporaine*, Belin, 1999.

118. *L'Armée nouvelle*, op. cit., p. 402.

119. *Ibid.*, p. 403.

120. *Ibid.*, p. 402.

bouleversant les habitudes du monde et renouvelant sans cesse sa propre technique, déchaînant la beauté tragique des forces productives illimitées, dépouillant de leur propriété inerte les Églises, les noblesses, les monarchies, pour en faire une propriété vivante et ardente, et jetant toute la grande forêt endormie des traditions à la monstrueuse fournaise incessamment remuée<sup>121</sup>. »

Jaurès partage donc l'opinion du jeune Marx selon laquelle la première bourgeoisie a profondément transformé l'Europe et nous décrit le type du premier entrepreneur, ce « révolutionnaire » dont la caractéristique principale était, selon Jaurès, d'allier l'ardeur au travail et la ferveur religieuse auxquelles aucun obstacle ne pouvait résister. Les premiers capitalistes étaient en effet des êtres profondément religieux, ce en quoi ils ne se distinguaient pas de leurs contemporains. Mais à la différence des élites sociales d'alors (l'aristocratie et l'Église), ils croyaient à la valeur sacrée du travail. Ce qui eut pour conséquence que les premiers capitalistes refusèrent le « féodalisme paresseux et décomposé », le « parasitisme des moines et des grands d'église » et s'orientèrent vers un christianisme épuré : « la bourgeoisie a mis d'abord dans son œuvre industrielle la ferveur d'un christianisme épuré. Dégoûtée, par son habitude d'activité créatrice, des vaines cérémonies, des pratiques stériles dont la vie religieuse était encombrée, pleine de mépris pour les hiérarchies oisives qui pesaient sur le monde, elle était obligée, pour ne pas perdre le Christ, de se rattacher immédiatement à lui par un acte fervent de foi<sup>122</sup>. »

Le type du premier entrepreneur européen, dont Jaurès nous trace si magistralement le portrait, coïncide parfaitement avec le type de l'entrepreneur apparu en Allemagne à l'époque de la Réforme. Et c'est à lui que Jaurès pense expressément, même s'il souligne que ces premiers capitalistes travailleurs et croyants ne sont pas tous passés à la religion réformée, mais sont en partie restés de bons catholiques. Jaurès décrit ensuite quelles bénéfiques répercussions a eues sur la population pauvre le nouveau code de valeurs de la bourgeoisie. Les premiers capitalistes ont transformé en ouvriers la masse des mendiants misérables. Le fait que Jaurès pense surtout à la bourgeoisie allemande ressort des exemples qu'il donne et qu'il a empruntés à deux auteurs allemands, un célèbre

121. *Ibid.*, p. 402-403.

122. *Ibid.*, p. 403.

juriste du dix-septième siècle, Puffendorf, et un révolutionnaire jacobin du dix-huitième siècle, Georg Forster : « Aussi toute l'entrepreneuse bourgeoisie industrielle apportait en effet aux pauvres le bienfait d'un ordre nouveau. Ceux-ci n'étaient encore bien souvent qu'une clientèle improductrice et avilie. De tous les serfs affranchis, mais expropriés et jetés au hasard des routes, comme Puffendorf l'a noté, de toute la domesticité féodale licenciée par les seigneurs appauvris, de tous les mendiants qui grouillaient aux portes des couvents, aux portes des églises, et qui, même à la fin du dix-huitième siècle, donnaient à des villes comme Cologne l'aspect sordide et ignominieux dont Forster fut révolté, de toute cette plèbe fainéante, quémandeuse, ignorante et malpropre, dévorée aux saisons de misère de plus de lèpre et de scrofules que n'en développe le régime d'atelier le plus malsain, elle fit des ouvriers<sup>123</sup>. » En faisant travailler de plus en plus de pauvres dans leurs ateliers, les premiers capitalistes ont ainsi contribué de façon déterminante à les éduquer. Ils leur ont fait découvrir la valeur nouvelle du travail.

Les premiers capitalistes n'ont pas seulement fait l'éducation des pauvres, mais ils ont aussi assuré leur instruction. Ils ont voulu leur enseigner à lire et à écrire afin qu'ils puissent lire la Bible et établir ainsi une relation « directe » avec Dieu. Une des caractéristiques fondamentales de la bourgeoisie protestante allemande était cette passion d'instruire le peuple et de vulgariser la Bible : « c'est la Réforme, dont la bourgeoisie était la grande force, qui s'est passionnée pour l'instruction du peuple. [...] Elle a voulu que tout homme sût lire: et quel livre ? Celui où elle même puisait la vie. C'est dans la lecture de la Bible, traduite partout en langue vulgaire, que les peuples apprendront à penser<sup>124</sup>. » De cette manière, la bourgeoisie protestante répandait chez les petites gens des ferments d'indépendance par rapport aux hiérarchies et aux idéologies traditionnelles, leur redonnait une fierté : « elle leur a dit : Regardez vous-mêmes, écoutez vous-mêmes. Ne vous abandonnez pas aux intermédiaires. Entre Dieu et vous la communication doit être immédiate. Ce sont vos yeux qui doivent voir sa lumière, c'est votre esprit qui doit entendre sa parole<sup>125</sup>. »

Ces premiers germes de liberté semés en Allemagne au XVI<sup>e</sup> siècle par la bourgeoisie protestante ont, nous dit Jaurès, ensuite produit aux

123. *Ibid.*, p. 404.

124. *Ibid.*, p. 405.

125. *Ibid.*, p. 406.

XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles différentes formes culturelles : en Angleterre le puritanisme, en France le jansénisme (qui a contribué selon Jaurès à la révolution de 1789) et en Allemagne l'idéalisme qui tentait de compenser le manque de liberté politique dans l'Allemagne d'alors par la notion de l'absolue liberté intérieure de l'individu : « en Allemagne, [...] cette philosophie de la volonté autonome, [...] cette affirmation morale et métaphysique du moi qui suppléa, dans la vie allemande, à la défaillance des libertés politiques<sup>126</sup>. »

Jaurès insiste donc sur le fait que les premiers capitalistes protestants (allemands) étaient des idéalistes dont l'objectif était de libérer l'humanité. Toutefois, ne simplifiant jamais rien, il ne cache pas que ces idéalistes étaient aussi d'impitoyables « matérialistes » qui, à aucune époque, n'ont reculé devant l'emploi de méthodes brutales. Pareille coexistence chez les mêmes personnes de principes élevés et d'une pratique dure est pour Jaurès une énigme sur laquelle, déplore-t-il, Marx ne s'est jamais penché : « ce serait un grand et délicat problème, bien plus complexe et plus humain que celui que Marx a abordé, de chercher comment cette sorte de certitude morale de la bourgeoisie, sûre de sa conscience, a pu s'accommoder de toutes les pratiques violentes et frauduleuses, de toutes les atrocités coloniales, de toutes les roueries mercantiles, de toutes les variétés d'exploitation qui ont marqué les premières périodes du capitalisme, son avènement et sa croissance. C'est un problème qui me dépasse<sup>127</sup>. »

Pour essayer de comprendre cette assurance inébranlable qui caractérise la bourgeoisie depuis toujours, Jaurès fait appel à Marx et à sa théorie de la valeur qui lui fournit l'explication suivante : la bourgeoisie n'est pas consciente d'exploiter ses ouvriers. « Marx a montré que le travail seul, incorporé aux produits, créait la valeur du produit, et que le profit du capital ne pouvait être qu'un prélèvement opéré sur la valeur du travail<sup>128</sup>. » Le capitaliste s'imagine que ce n'est pas le travail de l'ouvrier, mais les seuls capitaux investis qui créent la valeur de la marchandise. Il n'a donc aucun scrupule à exploiter ses ouvriers de façon éhontée : « il semble que le capital reçoit, dans le prix des produits, ce qu'il y a mis lui-même, et non ce qu'y a mis le travail. [...] Toute l'opé-

126. *Ibid.*, p. 406.

127. *Ibid.*, p. 406.

128. *Ibid.*, p. 417.

ration, comme dit Marx, s'accomplit derrière son dos<sup>129</sup>. » Pour Jaurès, cette rudesse des capitalistes vis-à-vis de leur main-d'œuvre repose donc sur le fait qu'ils se font une idée fausse, simplifiée, de la réalité.

Jaurès profite de cette occasion pour célébrer la profondeur de l'analyse très nuancée que Marx fait de la valeur : « je crois que la théorie de la valeur de Marx résiste à toutes les critiques quand on l'entend dans son vrai sens, c'est-à-dire comme une métaphysique sociale, comme une dialectique profonde de la valeur, non comme une théorie superficielle des prix<sup>130</sup>. » Mais cela ne l'empêche pas de le critiquer, par exemple lorsqu'il donne une image par trop simplifiée de la bourgeoisie, comme nous venons de le voir, ou encore de la nation.

Critique d'une conception simplificatrice de la nation  
(la « boutade » de Marx et Engels)

La constitution de nations constitue pour Jaurès un progrès de l'humanité par rapport à l'émiettement des pouvoirs qui caractérisait la féodalité, époque de l'arbitraire des nombreux potentats locaux. Et ceci d'autant plus que, depuis la Révolution, l'idée de nation et l'idée démocratique sont indissociables. Le socialiste Jaurès pense que les ouvriers eux aussi, au même titre que d'autres classes sociales, font partie de leur nation respective et doivent être fiers de cette appartenance nationale. C'est pourquoi il ne comprend pas la célèbre « boutade » de Marx et Engels dans *Le Manifeste communiste* : « les ouvriers n'ont pas de patrie », « une boutade passionnée, une réplique toute paradoxale, et d'ailleurs malencontreuse, à la polémique des patriotes bourgeois qui dénonçaient le communisme comme destructeur de la patrie<sup>131</sup> ». Pour Jaurès, une telle « boutade » s'oppose d'ailleurs tout à fait à la fine dialectique de Marx dont il admire tant la capacité à mettre en évidence à l'intérieur des sociétés les évolutions concrètes, mais très lentes : « Et si *Le Manifeste* veut dire simplement qu'une classe n'a pas de patrie tant qu'elle n'est pas complètement maîtresse de la patrie, tant qu'elle n'a pas conquis tout le pouvoir politique, il faut qu'il proclame, pour toute cette période de l'ancienne monarchie, depuis le timide avènement des Communes jusqu'à la

129. *Ibid.*, p. 418.

130. *Ibid.*, p. 418.

131. *Ibid.*, p. 469.

Révolution française : “les bourgeois n’ont pas de patrie”. C’est la substitution d’une série de révolutions abstraites et superficielles à la profonde évolution révolutionnaire si souvent définie par Marx lui-même avec tant de force. C’est la négation sarcastique de l’histoire elle-même et de ce que la dialectique marxiste a d’original et de fort. C’est l’idée sacrifiée à la boutade<sup>132</sup>. »

En Marx, Jaurès reconnaît un penseur qui fait partie de sa famille d’esprit, qui, comme lui, a le sens de la « profonde évolution révolutionnaire », qui sait comme lui que les transformations en profondeur des sociétés sont toujours des transformations extrêmement lentes et dont la « boutade » est indigne. Mais Jaurès défend Marx contre lui-même en rappelant que, pour le jeune Marx, les prolétaires allemands faisaient partie de la « patrie allemande » au même titre que les grands philosophes allemands : « Selon Marx lui-même, en ses premiers travaux, le prolétariat allemand n’aurait toute sa force que s’il s’assimilait la philosophie révolutionnaire des grands penseurs de l’Allemagne, et la pensée allemande ne garderait puissance de vie que dans le mouvement du prolétariat socialiste. [...] Il avait donc assigné d’avance la place du prolétariat allemand au cœur même de la patrie allemande<sup>133</sup>. » Même dans *Le Manifeste communiste*, Marx défend l’idée qu’une révolution en Allemagne ne peut être qu’une révolution allemande, c’est-à-dire tenant compte des particularités de la culture allemande : « Dans *Le Manifeste* même, Marx prévoyait une toute prochaine révolution allemande, non pas sans doute une révolution supranationale et abstraite, localisée par hasard en Allemagne, mais une révolution déterminée dans ses origines et ses modes par les conditions mêmes de la nation allemande<sup>134</sup>. » Chez Marx, en effet, la nation a toujours eu une importance centrale : « Marx était si convaincu que l’intégrité du monde germanique était nécessaire à la civilisation européenne et au progrès ultérieur du socialisme qu’en 1859 il voyait avec défiance l’intervention de Napoléon III en Italie contre la domination autrichienne. Il craignait, comme en témoignent ses lettres à Lassalle, que Napoléon, après avoir affaibli le germanisme sur le Pô, sous prétexte de coopérer à l’indépendance italienne, revînt le combattre sur le Rhin et remettre l’Allemagne en tutelle<sup>135</sup>. »

132. *Ibid.*, p. 469.

133. *Ibid.*, p. 470.

134. *Ibid.*, p. 473.

135. *Ibid.*, p. 472.

Jaurès en profite pour développer une de ses idées favorites : dans l'Europe moderne, nation et démocratie sont intimement liées dans la mesure où, d'une part, la création de nations a toujours entraîné la création d'institutions plus ou moins démocratiques et où, d'autre part, aucune démocratie n'a jamais pu subsister sans s'appuyer sur la base solide d'une nation indépendante. Il prend pour exemple l'Allemagne wilhelminienne. Pour pouvoir réaliser l'unité allemande (sous hégémonie prussienne), Bismarck l'ultra conservateur a été contraint de faire des concessions aux forces démocratiques allemandes : « il n'y a jamais eu de démocratie, si pacifique soit-elle, qui ait pu se fonder et durer si elle ne garantissait pas l'indépendance nationale. Il n'y a jamais de nation, si militaire soit-elle, qui ait pu se constituer ou se sauver si elle ne faisait pas appel en quelque mesure aux forces révolutionnaires de liberté. [...] Il y a toujours eu une part de victoire démocratique dans la victoire nationale. L'écart est grand entre les propos réactionnaires de Bismarck, débutant au *Landtag* de Prusse, et le régime de suffrage universel qu'il a dû octroyer à l'Allemagne pour en grouper toutes les forces, suffrage universel subordonné et ligoté, mais qui est déjà en son fond une force démocratique et révolutionnaire dont les effets se développent lentement, mais invinciblement <sup>136</sup>. »

Marx, tout comme Jaurès, a donc cru à la nation en tant que moteur puissant de l'humanité aspirant à plus de justice, si bien que ce sont, selon Jaurès, des raisons purement polémiques qui l'ont fait, avec sa célèbre « boutade » (« Les ouvriers n'ont pas de patrie »), s'écarter de sa préoccupation habituelle de vérité : « Il ne restait donc plus rien de la phrase du *Manifeste* qu'un exemple de plus de cette outrance du sarcasme et de ces ricanements de polémique qui furent le vice d'un vigoureux esprit travaillé d'ailleurs, malgré son habitude tranchante, par d'insolubles contradictions <sup>137</sup>. » En critiquant Marx et sa « boutade », Jaurès a montré toute l'importance qu'il accorde au phénomène de la nation dont il essaie ensuite de comprendre la nature profonde, en en détectant trois caractéristiques principales : la nation comme expression d'un détachement libérateur de l'humanité par rapport au sol, la nation comme force d'intégration et la lente naissance des nations dans « la familiarité des jours <sup>138</sup> ».

136. *Ibid.*, p. 474.

137. *Ibid.*, p. 482.

138. *Ibid.*, p. 478.

Jaurès précise d'abord que la (lente) constitution des nations a accompagné le développement des relations commerciales puisque ce ne sont pas les propriétaires terriens (c'est-à-dire les seigneurs féodaux) qui ont été les champions de « l'idée de la solidarité nationale », mais des artisans, des commerçants et des industriels : « et ce n'est pas du sol, ce n'est pas de la propriété foncière que cette idée germe, mais d'une activité plus libre et plus vaste<sup>139</sup>. » Pour le développement de leurs activités, l'artisanat, le commerce et l'industrie avaient besoin de structures plus vastes que les domaines plutôt étriés des seigneurs féodaux : « les grands possesseurs du sol ont bien moins besoin de la patrie, au sens vaste et plein du mot, que les producteurs industriels et marchands. Le grand domaine du Moyen Âge avec son château fort sur la hauteur et ses vassaux se protège à peu près lui-même<sup>140</sup>. »

Industriels et marchands incitèrent les habitants d'une région à voir ce qui les rapprochait, c'est-à-dire leurs intérêts communs, plutôt que ce qui les séparait, et développèrent de ce fait une grande puissance d'intégration qui aboutit à la constitution d'une nation. À cette occasion, Jaurès donne une profonde définition de l'importance qu'une culture nationale a pour les individus qui la composent : « Même pour se railler, même pour s'outrager, deux individus de classes hostiles, en un même pays, sont obligés de faire appel à des ressources communes. De cette présence en chacun de toute une vie collective résulte, pour toutes les consciences individuelles, un étrange agrandissement<sup>141</sup>. »

Pour illustrer cette définition, Jaurès prend, outre des exemples français (Bouvines, Jeanne d'Arc, la Révolution française), l'exemple allemand de la Hanse qui, selon lui, dans une Allemagne morcelée politiquement, a permis de préserver une culture nationale : « c'est la Hanse, c'est la fédération des villes industrielles et marchandes qui a maintenu jusque dans l'extrême décomposition quelque idée, quelque figure de l'unité allemande<sup>142</sup>. »

Au point de vue des structures profondes, Jaurès ne voit donc aucune différence entre la culture nationale française et la culture nationale allemande. Indépendamment de différences liées à des particularités historiques propres à chacun des deux pays, elles ont

139. *Ibid.*, p. 477.

140. *Ibid.*, p. 481.

141. *Ibid.*, p. 477.

142. *Ibid.*, p. 484.

toutes deux contribué fondamentalement à limiter les méfaits de la loi du plus fort, à créer plus de concorde entre les membres d'une même communauté nationale. Jaurès est cependant tout à fait conscient du fait que les cultures nationales renferment des forces dangereuses qui peuvent facilement mener à des excès nationalistes : « c'est dans la vie internationale que l'homme est resté un loup pour l'homme. La patrie, en absorbant ou plutôt en exaltant les égoïsmes individuels en un grand égoïsme collectif, couvre souvent les convoitises les plus brutales d'un semblant de générosité. [...] De là les entraînements aveugles et les maximes brutales. De là l'adhésion donnée même par de hauts esprits à la détestable formule: qu'il ait tort ou raison, c'est mon pays<sup>143</sup>. »

Mais Jaurès est convaincu qu'en 1910, en France, en Allemagne et ailleurs, l'existence des nations est un fait incontournable dont on est obligé d'accepter avantages et inconvénients. Toute organisation sociale supérieure (au plan de la justice) doit, selon lui, s'édifier sur la réalité d'une nation qui, en tout état de cause, renferme toujours des éléments (plus ou moins) démocratiques : « Mais la démocratie et la nation restent les conditions essentielles, fondamentales de toute création ultérieure et supérieure<sup>144</sup>. » La social-démocratie allemande et le socialisme français eux aussi se rattachent à leur culture nationale respective : « Le socialisme ne se sépare plus de la vie; il ne se sépare plus de la nation. Il ne déserte pas la patrie; il se sert de la patrie elle-même pour la transformer et l'agrandir<sup>145</sup>. » Quand les socialistes de toutes les nations s'écrient « À bas la patrie » (la « boutade » de Marx), ils veulent dire : « À bas l'égoïsme et l'antagonisme des patries<sup>146</sup> ! »

Malgré tous ses défauts, la nation est donc une assise solide sur laquelle on peut bâtir un monde des nations meilleur, estime Jaurès pour qui le patriotisme authentique et l'internationalisme authentique ne sont que les deux faces d'un même état d'esprit. Le patriotisme vrai respecte le patriotisme des autres nations, et l'internationalisme vrai connaît l'importance des nations indépendantes. Toutes ces remarques concernant la nation permettent à Jaurès d'exprimer l'une de ses idées les plus fondamentales : « Dans la hiérarchie de la vie, comme Aristote et Auguste Comte l'ont montré magnifiquement, le supérieur suppose

143. *Ibid.*, p. 474.

144. *Ibid.*, p. 485.

145. *Ibid.*, p. 486.

146. *Ibid.*, p. 487.

l'inférieur. Il s'y appuie, mais il ne le supprime pas. Il le transforme, il se l'approprie [...]. De même les nations s'élèveront dans l'humanité sans se dissoudre<sup>147</sup>. » Cette idée de l'interdépendance des niveaux « inférieurs » et « supérieurs » de l'être, aussi importants les uns que les autres, est bien sûr liée à l'idée jaurésienne fondamentale d'unité de l'être que, dans sa thèse principale, Jaurès avait évoquée de manière encore plus pathétique : « Ce n'est pas hors de la nature que les âmes trouveront l'état supérieur et divin : elles élèveront la nature elle-même à cet état<sup>148</sup>. » Le haut suppose le bas. Cette idée que Jaurès célèbre chez Aristote et Comte imprègne également toute la pensée d'un philosophe allemand que Jaurès connaît bien : Hegel. Dans *La Guerre franco-allemande*, Jaurès ne parlait-il pas de l'idéalisme allemand en général, et hégélien en particulier, comme de « l'effort immense de l'esprit pour élever à sa hauteur toute la réalité<sup>149</sup> » ? L'Allemagne, son présent, son passé, ses penseurs constituent bien la toile de fond permanente de *L'Armée nouvelle*, œuvre unique en sa façon bien jaurésienne de mêler engagement politique, histoire et philosophie.

L'Allemagne est donc au centre des trois œuvres de Jaurès auxquelles nous avons voulu ici rendre hommage. En cela, elles sont typiques de l'époque de leur rédaction entre la guerre de 1870-1871 et la guerre de 1914-1918. Comme chacun de ses contemporains, Jaurès est obsédé par cette Allemagne qui venait d'infliger une terrible défaite militaire à la France et dont celle-ci a peur dorénavant. On commence en France à s'occuper sérieusement de l'Allemagne réelle, non pas seulement philosophique, après l'avoir considérée pendant longtemps politiquement comme quantité négligeable. On se penche sur les points forts de l'Allemagne, sur son système éducatif par exemple ou encore sur son système de défense nationale, comme nous venons de le voir, en espérant y trouver des modèles.

L'Allemagne des penseurs, quant à elle, sur laquelle Madame de Staël avait dès 1810 attiré l'attention des Français, était depuis longtemps déjà omniprésente dans l'enseignement supérieur français officiel de la Sorbonne et de l'École Normale. La philosophie allemande (Kant,

147. *Ibid.*, p. 488.

148. *De la Réalité du monde sensible*, *op. cit.* (note 6), p. 169.

149. Cf. note 86.

Fichte, Hegel, Schopenhauer) imprégnait en profondeur le climat intellectuel français de l'époque. En tant que normalien, agrégé de philosophie et docteur ès lettres, Jaurès est parfaitement représentatif de ces intellectuels français qui ont baigné dans la pensée allemande<sup>150</sup>.

L'intérêt politique (ambigu) que beaucoup de Français se mirent à porter au vainqueur allemand après 1871 et l'intérêt intellectuel plus ancien (éveillé par Madame de Staël) pour le « pays des poètes et des penseurs » se renforcent l'un l'autre après 1870. Quant aux socialistes français comme Jaurès, ils avaient une troisième raison de se préoccuper de l'Allemagne puisque le parti social-démocrate allemand était le plus puissant et le mieux organisé des partis de l'époque et servait de référence à tous les partis socialistes européens.

Comme Français, comme intellectuel et comme socialiste engagé, Jaurès rencontre donc l'Allemagne partout sur son chemin, ce qui ne le distingue guère de beaucoup d'autres intellectuels français d'alors. Mais là où Jaurès est unique, c'est dans l'attitude particulière qu'il adopte vis-à-vis de l'Allemagne, dans son refus constant de la diaboliser. Le fait est que la plupart de ses contemporains haïssent le « modèle » allemand. Même un remarquable germaniste tel que Charles Andler se méfiait de l'Allemagne wilhelminienne. Socialiste lui-même, il fit en 1912 aux dirigeants sociaux-démocrates allemands le reproche de soutenir le militarisme, le colonialisme et finalement le capitalisme, ce qui obligea Jaurès à intervenir publiquement pour défendre particulièrement Bebel contre ces attaques<sup>151</sup>. Même des intellectuels aussi « ouverts » qu'Andler avaient donc du mal à ne pas céder au soupçon général d'impérialisme dont l'Allemagne faisait l'objet en France. Jaurès fut l'une des rares personnalités françaises à y parvenir.

Dans les trois œuvres analysées, il essaie par principe de toujours être juste avec l'Allemagne, c'est-à-dire de ne jamais la réduire à l'image

150. Pour plus de renseignements sur l'importance de l'Allemagne pour les intellectuels français de l'époque, cf. Claude Digeon, *La Crise allemande de la pensée allemande*, PUF, 1992 (la première édition date de 1959) et Géraldi Leroy, *Batailles d'écrivains: Littérature et politique, 1870-1914*, A. Colin, 2003.

151. Sur la polémique entre Andler et Jaurès, outre Fonvieille-Alquier, *op. cit.*, p. 134-137, cf. Christophe Prochasson, « Sur la réception du marxisme en France : le cas Andler (1890-1920) », *Revue de synthèse*, n° 1, janvier-mars 1989, et récemment, présentée par Gilles Candar, « Une lettre d'Andler sur les *Œuvres* de Jaurès. Une polémique qui ne passe pas », [lettre à Lévy-Bruhl du printemps 1916], *Cahiers Jaurès* n° 171 janvier-mars 2004, p. 49-55.

majoritaire alors en France d'un pays exclusivement militariste, autoritaire et impérialiste. Son honnêteté intellectuelle, son amour de la vérité lui imposent de considérer l'Allemagne, comme toute autre réalité, de plusieurs points de vue. Il ne la ménage ni ne la discrédite. Son unique objectif, ici comme ailleurs, c'est de mettre en valeur le plus possible la « complexité des faits », de tordre le coup aux idées toutes faites afin, but suprême, de promouvoir le rapprochement franco-allemand. Pareil intransigeant refus des simplifications a toujours gêné les adversaires nationalistes de Jaurès (Maurras, Péguy, Léon Daudet), surtout quand, de surcroît, il l'applique à cette Allemagne qu'ils haïssent.

Cet effort de Jaurès pour comprendre en profondeur les choses allemandes n'a fait que conforter l'image qu'ils se plaisaient à colporter d'un Jaurès qui serait à la solde de l'Allemagne. « Une enquête sérieuse menée par un pouvoir national ferait apparaître par toute l'étendue de ses articles et de ses discours les taches de l'or allemand », écrit par exemple Maurras dans *L'Action française*<sup>152</sup>.

« Simplifier pour brutaliser », c'est en ces termes que Jaurès, dans *La Guerre franco-allemande*, stigmatisait les mensonges de Bismarck et de Guillaume à la veille de la guerre de 1870. La profonde vérité de ces paroles, Jaurès devait en faire lui-même l'expérience définitive le 31 juillet 1914. Ce jour-là, pour son assassin Raoul Villain, toute la richesse humaine de Jaurès, philosophe, historien et homme d'action passionné d'Allemagne, s'était réduite au seul pauvre lambeau d'image du « Boche » à abattre.

Éric Guillet  
Université de Nantes

152. Cité par Max Gallo, *Jean Jaurès*, Robert Laffont, 1984, p. 516.